

Perspectives économiques mondiales

Virevolte politique et tensions commerciales : une ère de résilience pour l'économie mondiale

Aperçu des principales économies du monde, de la croissance du PIB, des cours des produits de base, des taux d'intérêt et des taux de change

Services économiques d'EDC
Janvier 2026

Canada

EDC



TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	3
SECTION 1 : CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE	5
Les tarifs américains redéfinissent les bases du commerce mondial	6
Une année sous le signe de la volatilité : l’or s’envole, le billet vert trébuche	7
Banques centrales : concilier inflation et emploi à l’ère tarifaire	8
Coûts et risques à la hausse : le rendement des obligations de référence a un sommet en dix ans	9
Le marché américain de l’emploi tient bon, pour le moment	10
États-Unis : les mieux nantis contribuent à près de la moitié de la consommation	11
Les tarifs américains pèsent sur l’économie canadienne	12
Tarifs : le Canada se tourne vers de nouveaux marchés d’exportation	13
Canada : les consommateurs et les entreprises restent moroses	14
Grandes économies européennes : les défis persistent	15
Surcapacité en Chine malgré le virage des exportations hors États-Unis	16
SECTION 2 : PERSPECTIVES PAR PAYS	17
SECTION 3 : PERSPECTIVES POUR LES PRODUITS DE BASE	26
SECTION 4 : PRÉVISIONS D’EDC	30



Sommaire

Virevolte politique et tensions commerciales : une ère de résilience pour l'économie mondiale

Stuart Bergman

Vice-président et économiste en chef

Près d'un an après l'entrée en service de la nouvelle administration américaine à Washington, plusieurs éléments fondateurs de l'économie mondiale, de la sphère politique et des programmes de sécurité ont été modifiés, voire remplacés. Pourtant, malgré l'incertitude, l'économie mondiale a déjoué les plus sombres pronostics formulés au début de l'an dernier. La croissance s'est stabilisée et l'activité a maintenu sa trajectoire, quoiqu'infléchie par les mesures prises dans le cadre des nouvelles politiques. Voilà une évolution encourageante qui rend compte de la mutation du paysage économique mondial en temps réel.

Dans nos plus récentes perspectives, nous révisons légèrement à la hausse les perspectives de croissance. Ainsi, après avoir gagné 3 % en 2025, le produit intérieur brut (PIB) devrait progresser de 3,1 % en 2026 et de 3,2 % en 2027. Il s'agit d'une croissance plus tonique par rapport à nos dernières prévisions, certes, mais elle demeure néanmoins inférieure au potentiel et à la moyenne sur un intervalle de 45 ans.

Les perspectives façonnées par les obstacles et la volatilité sur le front des politiques

Les droits de douane et l'incertitude persistante planant sur les échanges commerciaux font désormais partie des aléas que doivent braver les entreprises et l'économie mondiale. Il y a fort à parier que ces écueils perdureront durant l'horizon prévisionnel, car les protagonistes durcissent leurs positions en matière de politiques, le tout dans un climat d'insécurité géopolitique et d'adaptation des acteurs de la chaîne logistique.

Pour les États-Unis, les revenus tirés des surtaxes tarifaires sont de plus en plus perçus comme une compensation partielle à l'omniprésence des tensions financières. Selon les projections du Bureau du budget du Congrès, le déficit atteindra en moyenne 5,6 % au cours des cinq prochaines années d'où la difficulté pour toute administration de renoncer à recourir à un outil de ce genre. Nous nous attendons à ce que le taux tarifaire effectif imposé par les autorités américaines dépasse les 10 % pour la plupart des pays pendant la période de référence, soit bien au-dessus du taux de 2 % observé au début de 2025.

Comme nos perspectives économiques mondiales du premier trimestre tiennent compte de l'évolution de la conjoncture en date du 5 décembre 2025, l'écart de données engendré par la paralysie budgétaire prolongée du gouvernement fédéral voile quelque peu les perspectives pour l'économie américaine. Cela étant, l'Équipe des services économiques d'EDC croit que l'impulsion se maintiendra en dépit de la détente du marché de l'emploi. Les licenciements n'annoncent pas un revirement du cycle économique et le chômage reste maîtrisé. L'investissement des entreprises – concentré dans l'infrastructure et la technologie des centres de données – a donné un coup de pouce à l'activité. Autre élément positif : les dispositions en matière de fiscalité et de dépenses seront pleinement appliquées cette année, avec à la clé des exemptions fiscales et des ristournes rétroactives. Ces facteurs, ainsi que l'instauration d'une politique monétaire plus accommodante, viendront soutenir la demande.

Cela dit, on ignore pour l'heure quelle sera l'ampleur de l'incertitude touchant les dépenses d'investissement hors technologie et si les tensions inflationnistes continueront à gruger les gains réels. La dissonance entre les données économiques bénignes et la morosité des consommateurs à des niveaux historiques est particulièrement visible à l'approche des élections du Congrès de mi-mandat. Et le moral du consommateur n'est pas une donnée à négliger, ce dernier contribuant à hauteur de 70 % du dynamisme de l'économie étatsunienne. Pour l'économie américaine, nous tablons sur une croissance de 2 % en 2026 et de 2,1 % en 2027.

L'élan soutenu de la croissance et l'inflation supérieure à la fourchette cible, malgré le repli du marché de l'emploi, posent des défis pour la Réserve fédérale américaine. Pour la première fois en plus de 30 ans, plusieurs membres du Comité fédéral pour le marché ouvert (FOMC) se sont opposés à des décisions en matière de politiques, geste qui a généré de l'incertitude. Dans la foulée de la diminution des taux de décembre dernier, nous prévoyons que la Fed effectuera de nouvelles baisses d'un quart de point au cours du second semestre de 2026.



Sommaire

Virevolte politique et tensions commerciales : une ère de résilience pour l'économie mondiale

Stuart Bergman

Vice-président et économiste en chef

Le Canada, l'Europe et la Chine : des trajectoires divergentes

Le Canada a réussi mieux que prévu à se prémunir des chocs tarifaires. Au pays, les pertes d'emploi ont fait grimper le chômage à 7,1 % en septembre, mais le marché de l'emploi s'est ressaisi et la consommation est restée sur les rails. Quoique peu vigoureux, l'investissement des entreprises montre des signes d'amélioration à la faveur de remaniements sur les fronts des politiques et de la fiscalité. Même si l'incertitude et les tensions commerciales persistent, nous prévoyons que la croissance de l'économie canadienne s'élèvera à 1,2 % en 2026, puis à 2,5 % en 2027.

Au pays, l'inflation fluctuera non pas en raison de changements de politiques – par exemple, le congé temporaire de TPS TVH et la suppression de la taxe carbone –, mais plutôt sous l'effet de tensions sous-jacentes sur les prix. La Banque du Canada devrait maintenir les taux inchangés en 2026, avant d'amorcer une normalisation en 2027. On s'attend à ce que la Fed poursuive son politique d'assouplissement monétaire, ce qui aidera le huard à prendre de l'altitude, malgré la volatilité accompagnant l'examen de l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM). À la lumière de cette conjoncture, nous sommes d'avis que le dollar canadien s'échangera, face au billet vert, en moyenne 72 cents en 2026, puis à 74 cents en 2027.

S'agissant de la zone euro, elle continuera de composer avec une forte incertitude, et ce, en dépit de l'accord conclu en août 2025 visant à stabiliser les droits de douane à son encontre. Une partie de cette incertitude tient à la volatilité du climat commercial, et notamment à la poussée des importations chinoises. Dans l'Hexagone, l'incapacité du gouvernement à faire approuver les politiques financières et adopter les réformes portées par ce dernier continuera de plomber l'activité des entreprises. Quant à l'Allemagne, qui a voté un plan de financement historique le printemps dernier, elle est confrontée à certaines difficultés liées à sa mise en œuvre. Pour autant, nous nous attendons à ce que les gouvernements de la zone surmontent ces écueils. Néanmoins, vu le contexte actuel, il y aura un frémissement de la croissance dans ce bloc économique : soit de 1 % en 2026 et de 1,4 % en 2027.

La Chine se voit accoler des perspectives économiques plus éclatantes, qui attestent de la vitalité de son secteur des exportations et de l'atonie de la demande intérieure. Malgré les barrières commerciales érigées par les États-Unis, la Chine a réalisé un excédent commercial record de 1 100 G USD en novembre 2025 en réorientant ses exportations vers l'Europe, l'Afrique et l'Asie du Sud-Est. Ce chiffre en soi fait ressortir la compétitivité des exportations chinoises. Pourtant, comme les exportations nettes contribuent à près du tiers de l'essor économique, le pays est exposé aux mesures prises par ses partenaires commerciaux. La demande intérieure restera terne, avec en toile de fond des enjeux de surcapacité et des tensions inflationnistes. Pour la Chine, nous tablons sur une croissance de 4,3 % en 2026 et de 4,6 % en 2027.

La conclusion : les risques menaçant la croissance mondiale appellent une réponse stratégique

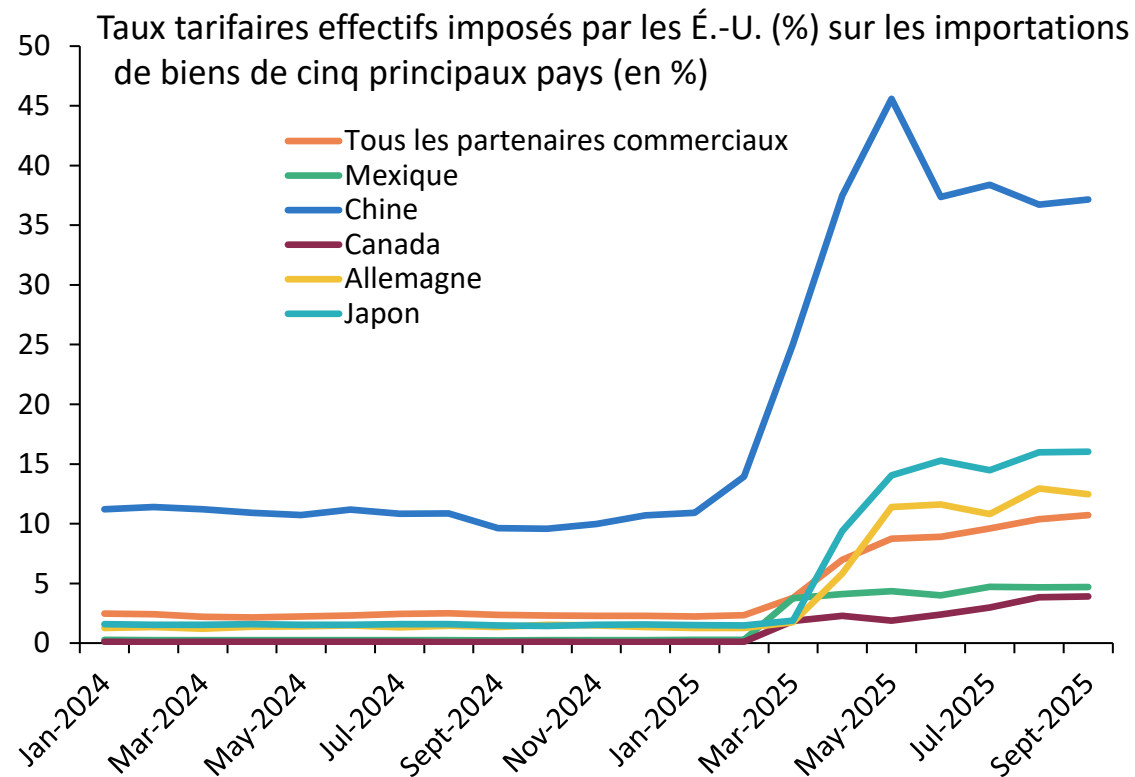
L'économie mondiale amorce sa troisième année consécutive de plus faible activité en plusieurs décennies. Cette piètre tenue s'explique par le recentrage des politiques américaines ressenti à l'échelle planétaire, les tensions commerciales persistantes et un paysage politique teinté d'incertitude qui ébranlent les marchés auparavant stables. Les acteurs commerciaux restent néanmoins résilients alors que la croissance marque le pas, la volatilité s'accroche et l'inflation fait des siennes. Les entreprises et les décideurs doivent se préparer à résister, s'adapter et recalibrer leurs stratégies.

CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE

Les tarifs américains redéfinissent les bases du commerce international

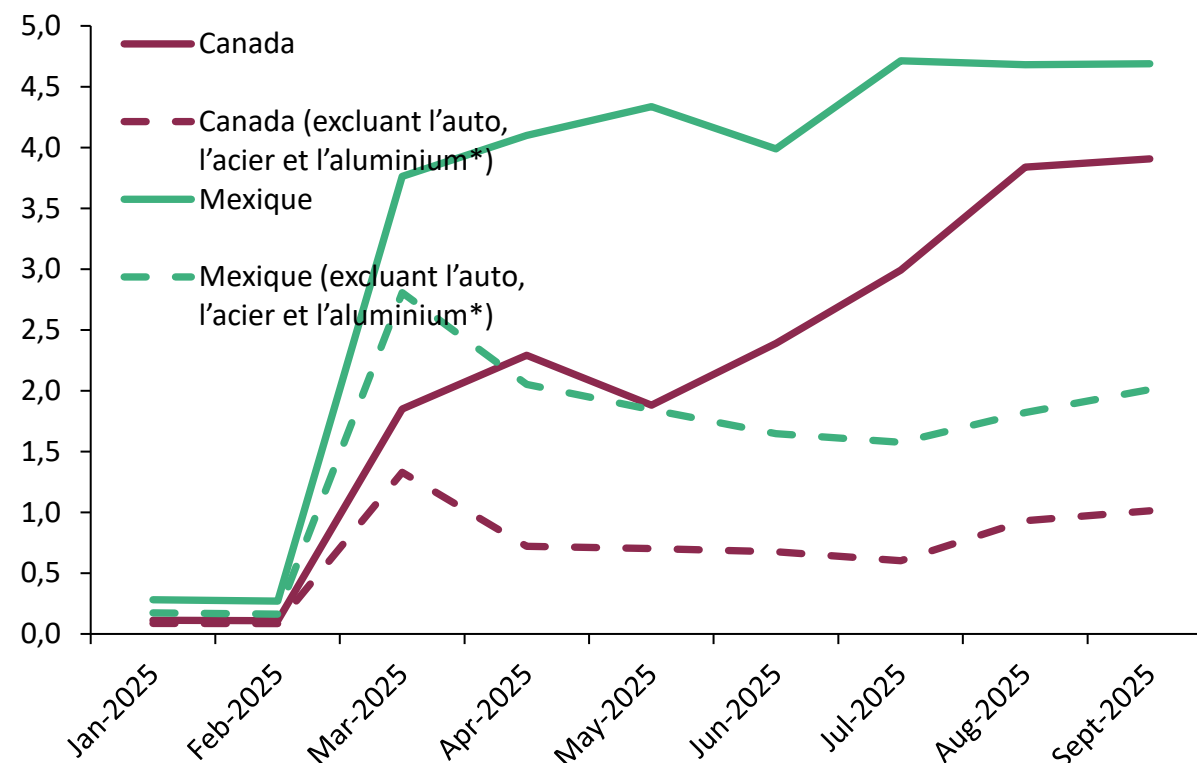
Le recentrage de la politique commerciale américaine et l'imposition de droits de douane à l'encontre d'autres pays ont chamboulé la dynamique du commerce international en 2025. À la fin de l'année, les taux tarifaires effectifs moyens appliqués sur les biens importés aux É.-U. ont atteint un sommet en près de 90 ans. À première vue, le Canada et le Mexique semblent avoir été épargnés par le choc des taux effectifs grâce aux exceptions de l'accord Canada États-Unis Mexique (ACEUM). Cette situation ne rend pas compte des répercussions notables des surtaxes tarifaires ciblant certains secteurs comme l'acier, l'aluminium, le bois d'œuvre, l'automobile et d'autres filières qui ont ébranlé l'activité de ce secteur et perturbé les chaînes d'approvisionnement.

Hausse du coût tarifaire sur les importations de biens provenant de partenaires de premier plan



Canada/Mexique : exclure les tarifs sectoriels réduit le taux global

Taux tarifaires effectifs imposés par les É.-U. (en %)



Sources : Bureau du recensement des États-Unis, Services économiques d'EDC. Taux tarifaires effectifs = estimations des droits payés sur les importations de biens américains de pays X en part du total des importations.

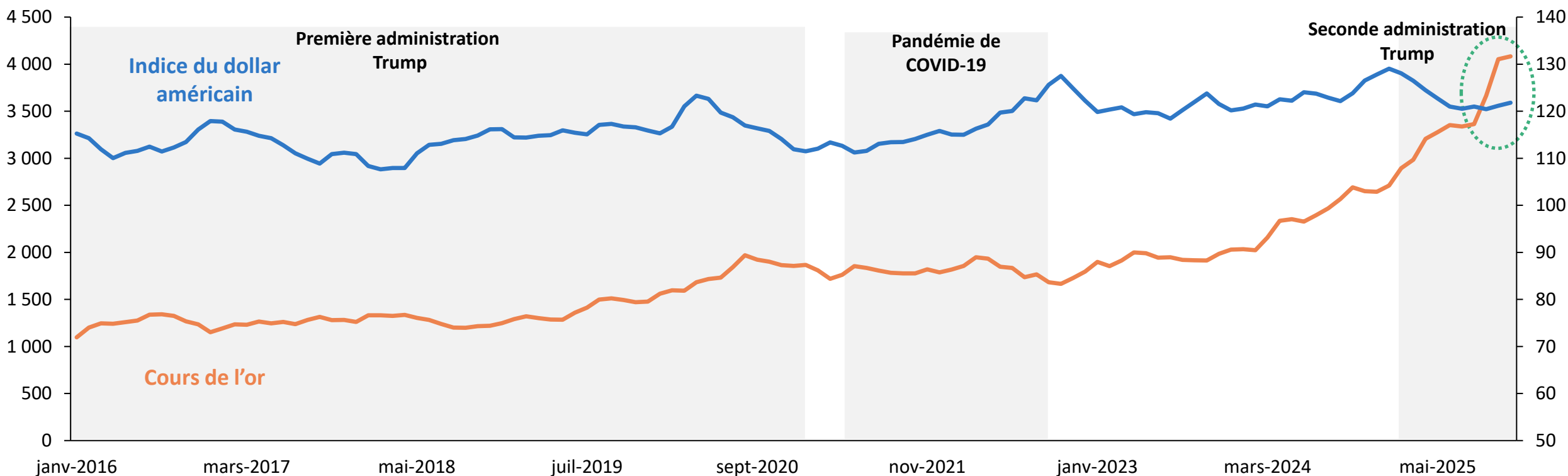
Nota – Les cinq principaux marchés mis en évidence sur le graphique de gauche sont basés sur la part des importations de marchandises américaines en 2024. Sur le graphique de droite, en raison des différents calendriers de mise en œuvre des droits de douane américains sur les produits automobiles, l'acier et l'aluminium ; des ajouts/exclusions de produits du SH ; et de la complexité à couvrir l'ensemble des codes SH, les codes suivants ont été utilisés pour cette analyse illustrative : SH 8703 Voitures particulières et autres véhicules pour le transport de personnes, SH 8704 Véhicules automobiles pour le transport de marchandises, SH 8708 Parties et accessoires de véhicules automobiles (8701-8705), SH 72 Fer et acier, SH 73 Ouvrages en fer ou en acier, et SH 76 Aluminium et ouvrages en aluminium..

Une année sous le signe de la volatilité : l'or s'envole, le billet vert trébuche

Pendant des décennies, l'or a été considéré comme un actif sûr et stable. Pourtant, une grande partie du XXI^e siècle, sa valeur a stagné alors que les investisseurs et les banques centrales privilégiaient le dollar américain et les bons du Trésor en période d'incertitude. En 2025, le recentrage des politiques aux États-Unis et les attentes quant à une diminution des taux ont mis à mal la domination du billet vert. Le cours de l'or s'est envolé alors que l'indice du dollar américain pondéré en fonction des échanges a perdu du terrain. Ce faisant, les investisseurs se sont tournés vers l'or et d'autres valeurs refuges, ce qui a mis en lumière la manière dont les chocs géopolitiques peuvent se répercuter sur les marchés mondiaux.

Or et billet vert : les trajectoires divergentes sont révélatrices d'une aversion pour le risque

Axe de gauche : USD/once troy Axe de droite : Indice des échanges pondérés en dollars, 6 janvier =100

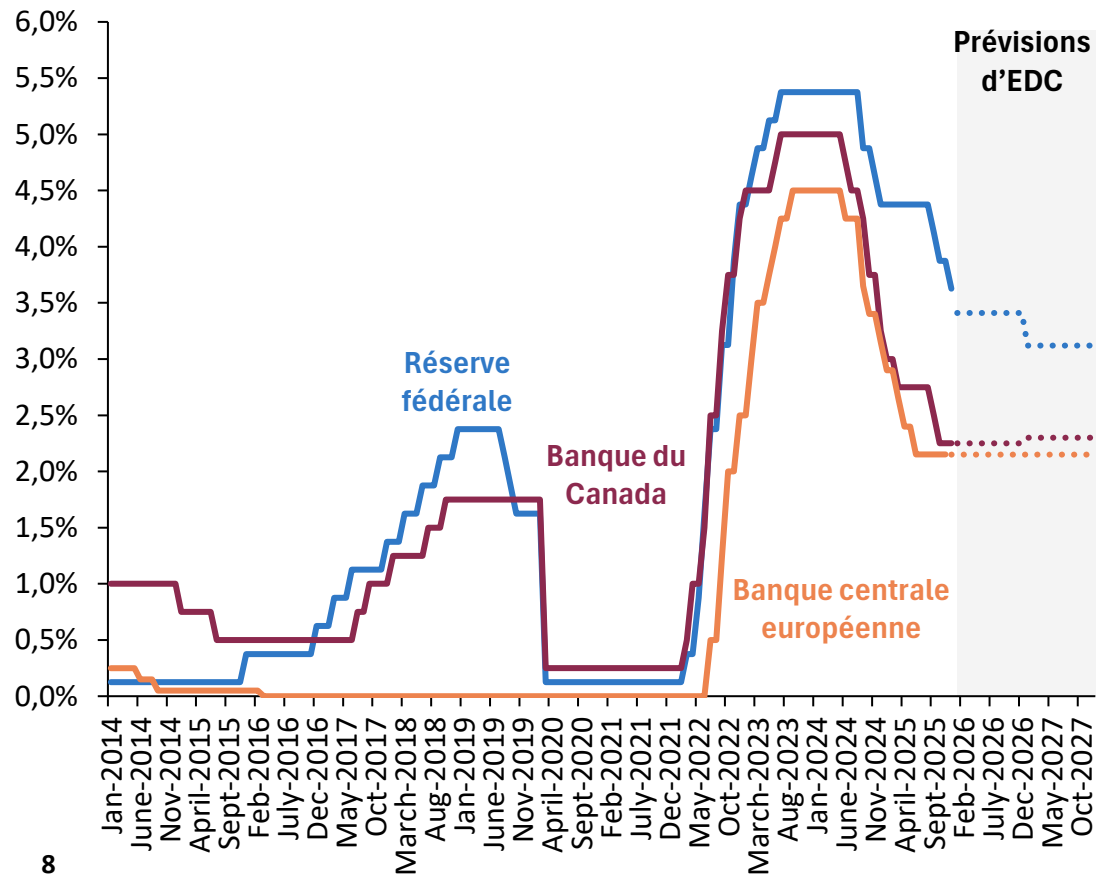


Les banques centrales : concilier inflation et emploi à l'ère tarifaire

Les augmentations marquées des taux d'intérêt ont aidé à tempérer la flambée de l'inflation, mais les tensions sur les prix restent tenaces. Le marché de l'emploi, dynamisé par les rebonds post-pandémie, a ralenti la cadence, sur fond de vieillissement de la population et d'une demande en berne. Les banques centrales doivent désormais composer avec l'incertitude accrue générée par les tarifs. En 2025, au Canada, le taux de chômage était supérieur en début d'année alors qu'il a légèrement augmenté aux États-Unis où le taux de chômage publié a avoisiné des creux historiques.

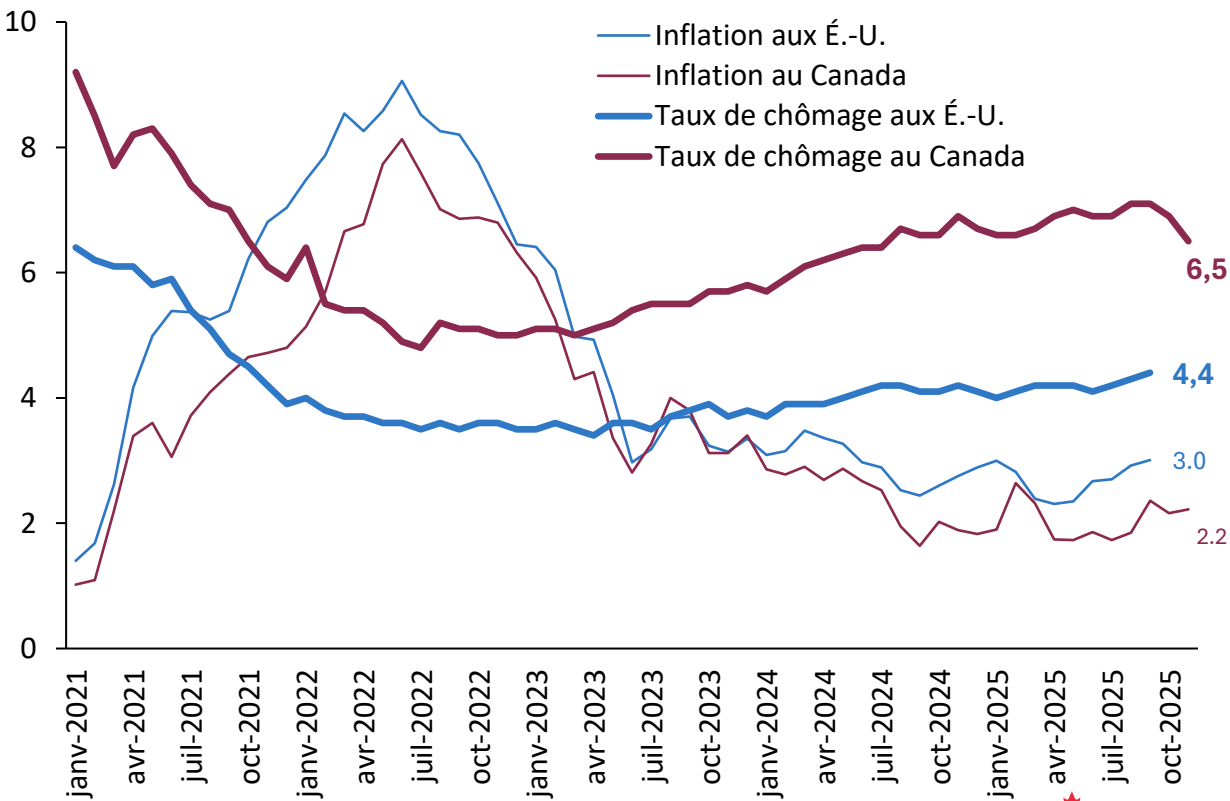
Banques centrales : abaisser les taux et pondérer les tensions

En pourcentage



Chômage et inflation: les tarifs accentuent l'incertitude

Inflation = non désaisonnalisées Chômage = désaisonnalisées

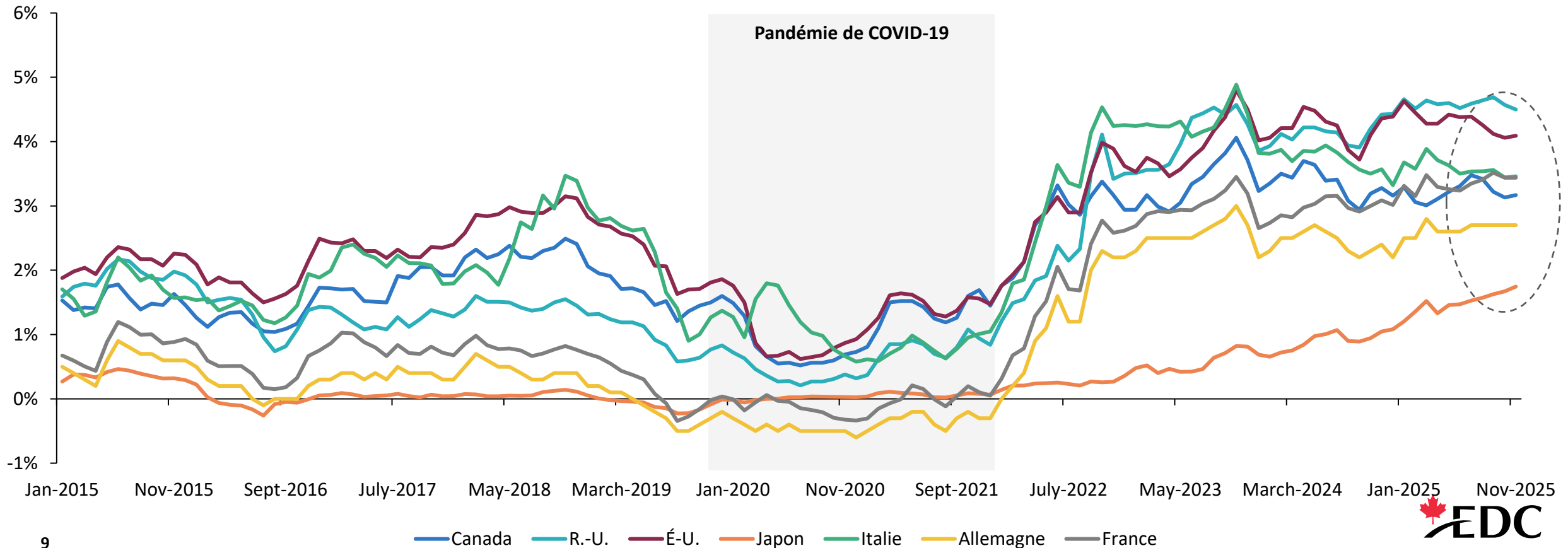


Coûts et risques à la hausse : le rendement des obligations de référence sur 10 ans à un sommet en dix ans

Le rendement des obligations d'État de référence sur 10 ans a atteint un sommet en dix ans. Les rendements élevés étant sans souvent révélateurs des attentes liées à l'inflation, les investisseurs réclamant des rendements bonifiés. Comme les obligations d'État sont d'ordinaire considérées comme les actifs les plus sûrs, la hausse des rendements peut se traduire par une augmentation des coûts pour les entreprises et les ménages, situation qui freine l'investissement et la croissance économique.

Le rendement des obligations sur 10 ans à des pics pluriannuels

Rendement moyen des obligations de référence

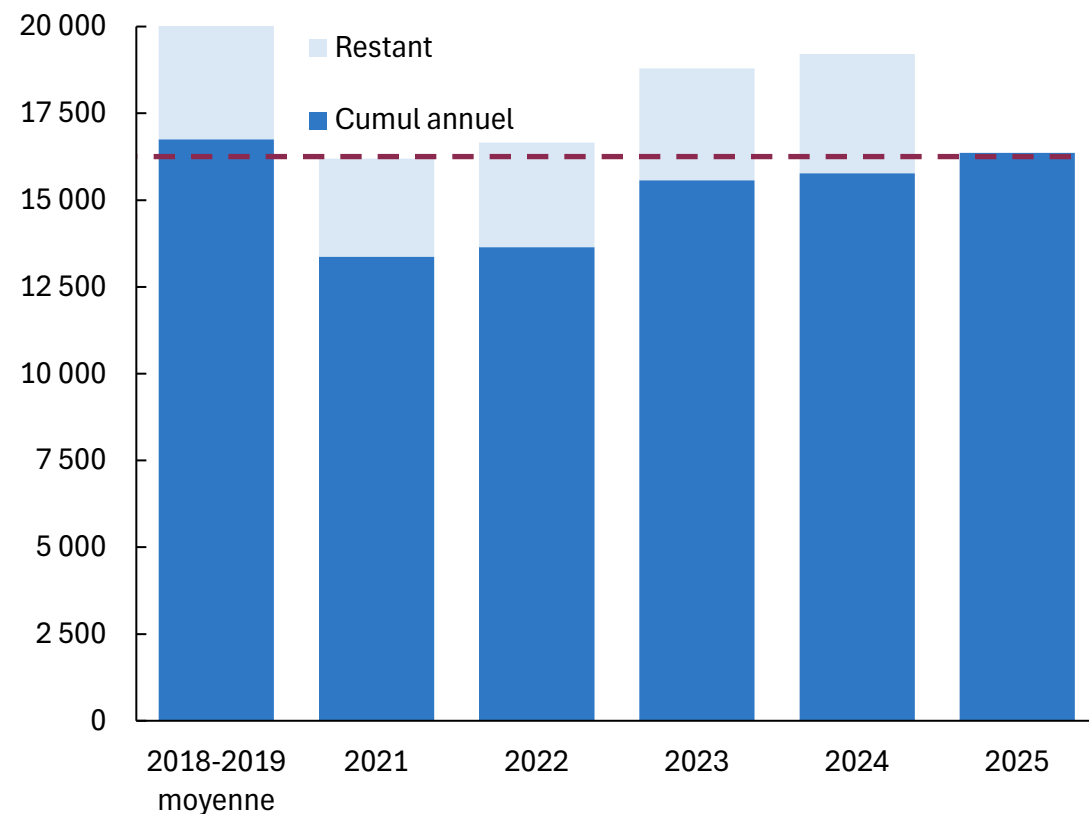


Le marché américain de l'emploi tient bon, pour le moment

Aux États-Unis, le consommateur contribue à hauteur d'environ 70 % du dynamisme économique. De ce fait, la stabilité du marché de l'emploi soutient la croissance malgré l'incertitude entourant les politiques. Néanmoins, des éléments de faiblesse émergent dans la tendance qui se dessine depuis deux ans, caractérisée par un faible taux d'embauche et de licenciement. Ainsi, l'activité d'embauche reste poussive, la progression de salaire moyen marque le pas alors que le chômage et les licenciements s'orientent à la hausse, même s'il reste faible par rapport aux normes historiques. Si ces tendances se maintiennent, il y aurait un repli de la consommation et de la demande.

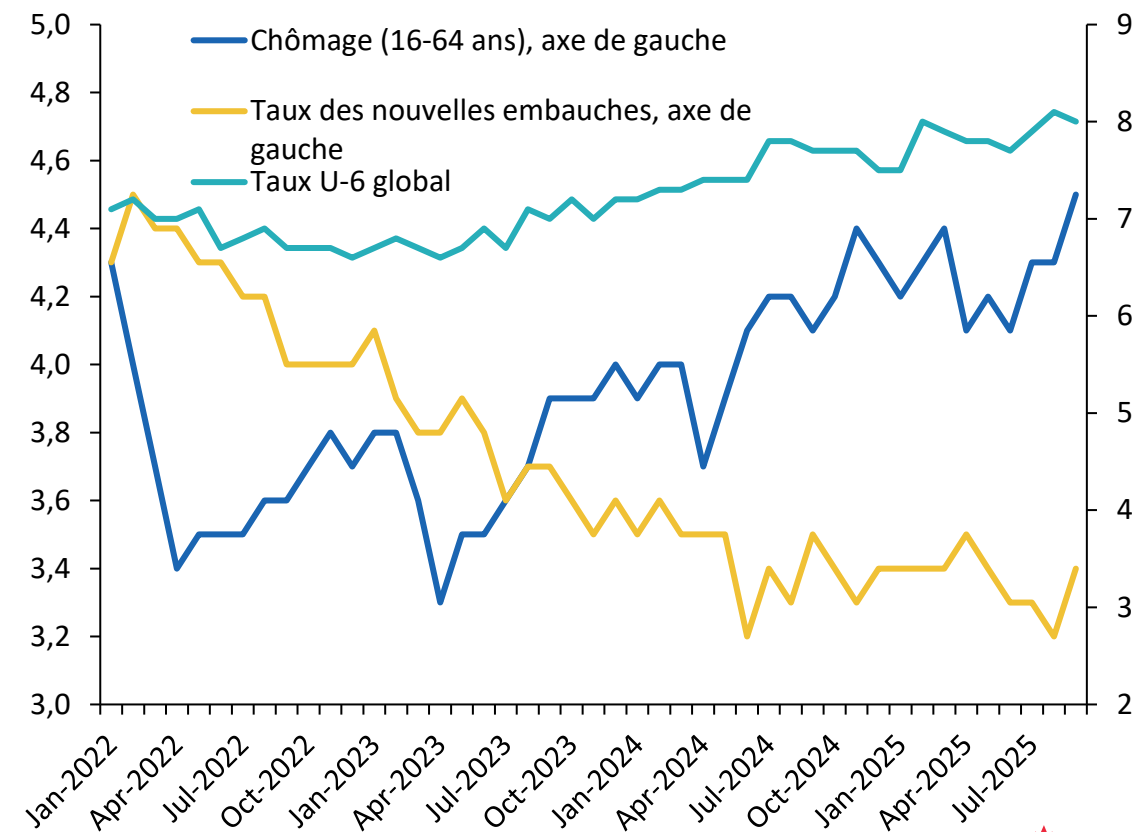
É.-U. : hausse progressive des licenciements, cumul annuel

Milliers de licenciements, cumul annuel jusqu'à octobre (inclusivement)



Le taux d'embauche marque le pas et le chômage grimpe

Taux de la main-d'œuvre (%), désais.

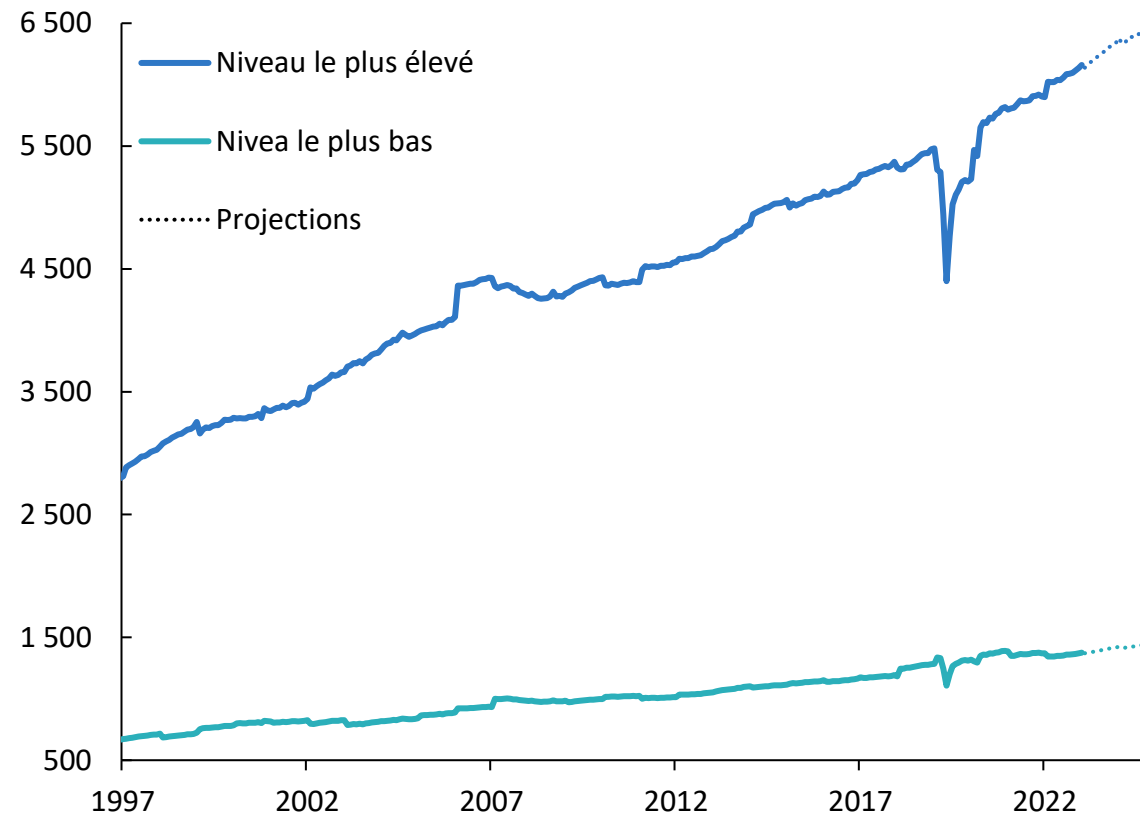


É.-U. : les mieux nantis contribuent à près de 50 % de la consommation

Le cinquième le mieux nanti de la population américaine sont à l'origine d'environ 39 % des dépenses de consommation, ce qui est révélateur d'une concentration de la croissance. Les ménages à revenu élevé assainissent leurs finances, grâce au prix élevé des actifs et à un endettement moindre, ce qui contribue à la solidité de la demande, alors même que les consommateurs à faible revenu sont en difficulté. La confiance reste bien en deçà des normes d'avant la pandémie, ce qui témoigne de la dissonance entre la résilience de la consommation et la prudence dans la formulation des perspectives.

Les 20 % au revenu le plus élevé = ~40 % de la consommation

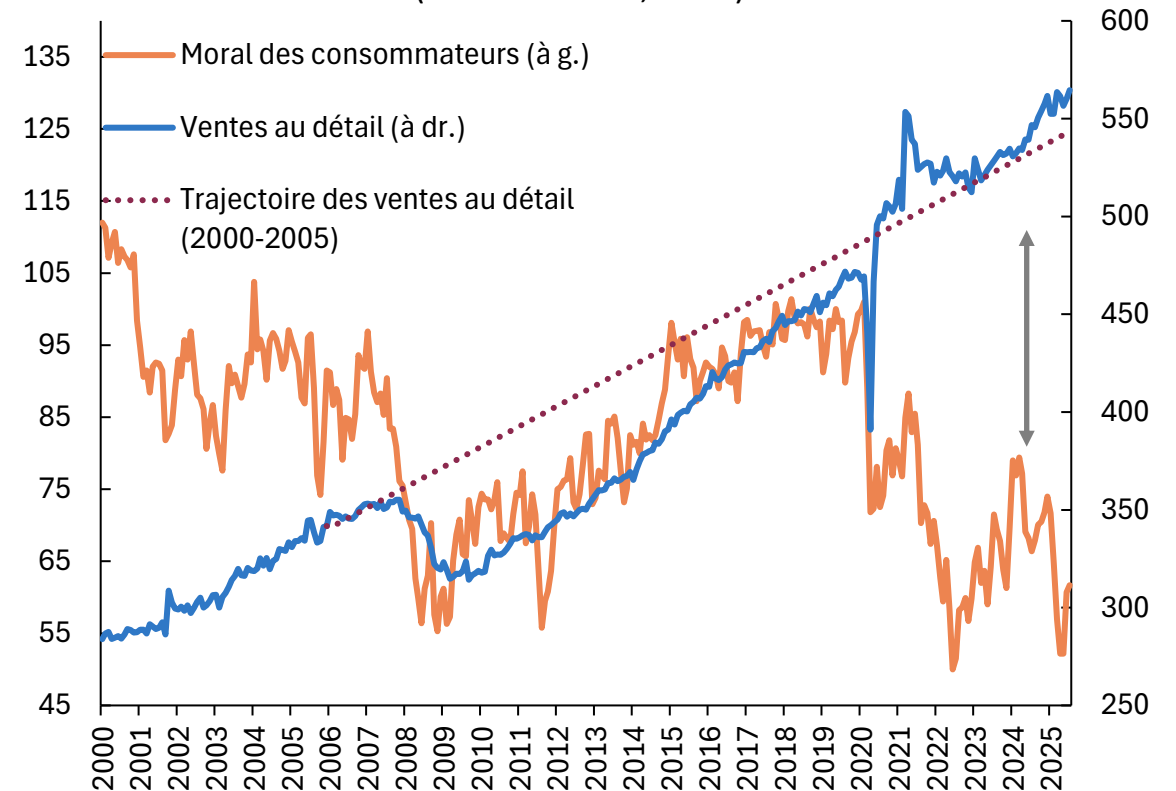
ADG : dépenses de consommation revenu (USD réels, G\$), dés., an.



Les ventes au détail robustes malgré le repli de la confiance

ADD : Indice de confiance (1966=100),

ADG: Ventes au détail (dés. USD réels, 2017)

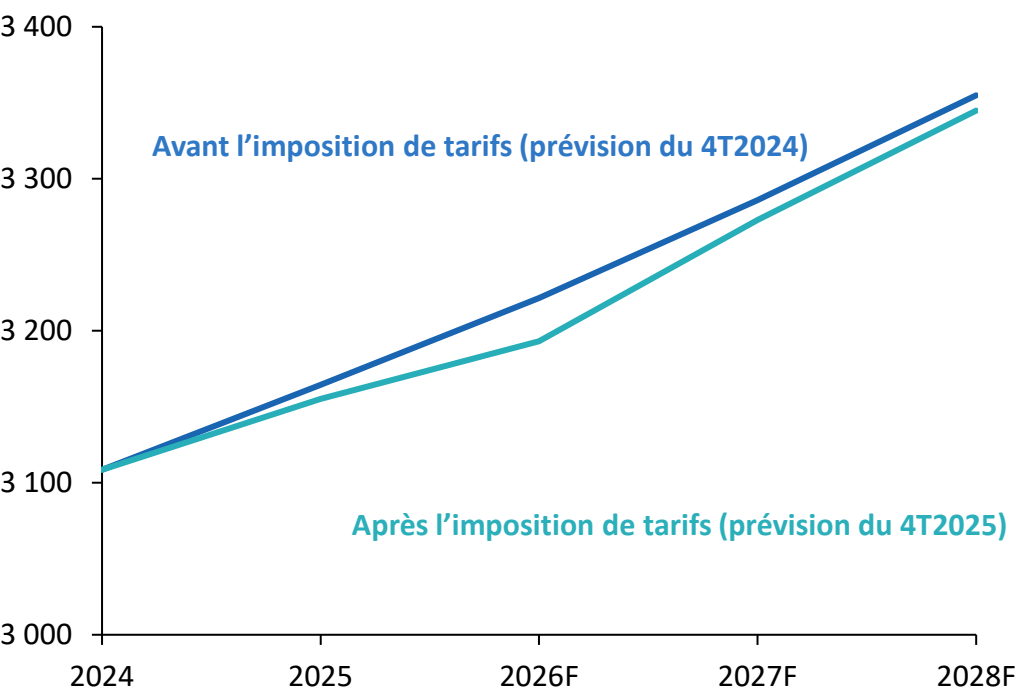


Les tarifs américains pèsent sur l'économie canadienne

Les tarifs américains ont refaçoné le paysage économique du Canada au cours de l'année écoulée. L'annonce de tarifs a assombri les prévisions de croissance, compte tenu de l'incertitude, un repli de l'investissement commercial et d'une consommation moins tonique. L'incertitude a diminué et est devenue un élément omniprésent du contexte des affaires, mais ses effets persistent. L'industrie automobile, plus importante dans ce secteur de la fabrication du Canada a été le plus durement touchée. Les exportations de la filière des véhicules automobiles des pièces, qui a connu un sursaut avant l'imposition des tarifs, ont perdu 4,3 % en rythme annuel de septembre 2024 à septembre 2025, en raison de la baisse de la demande pour les véhicules de passager et les camions légers.

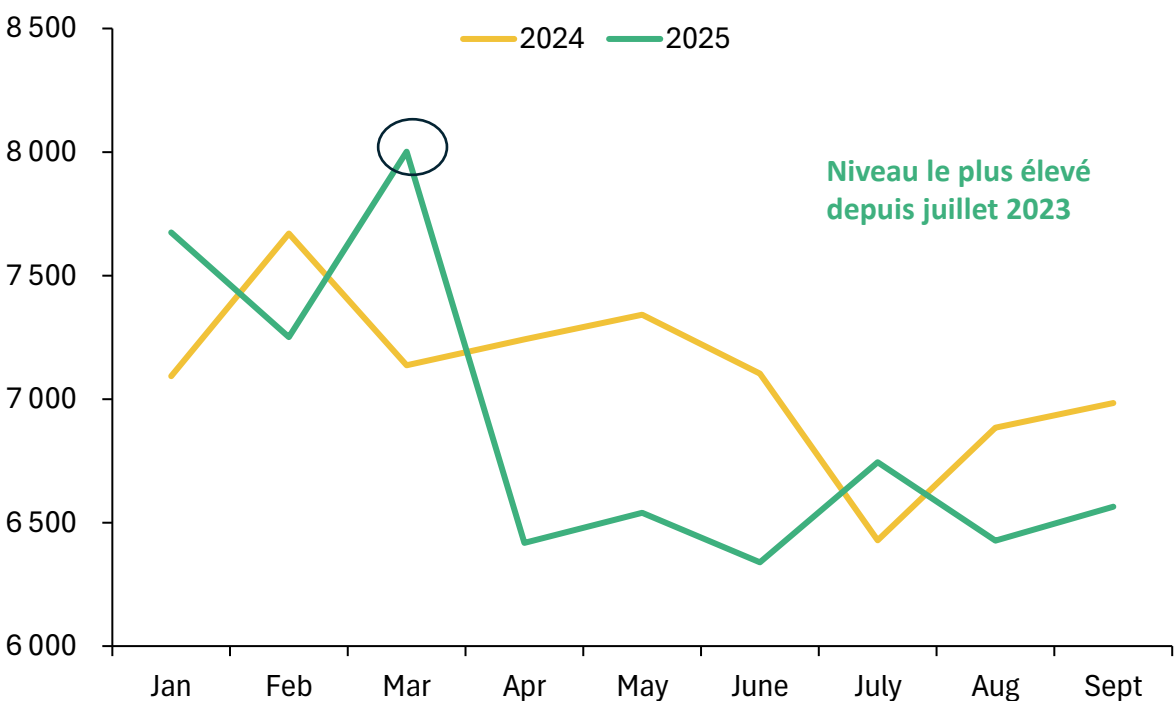
PIB réel du Canada avant et après l'imposition des tarifs américains

PIB au cours du marché, dés. taux annuel, G CAD



Canada : exportations de véhicules à moteur et de pièces

Base douanière, M CAD, dés.

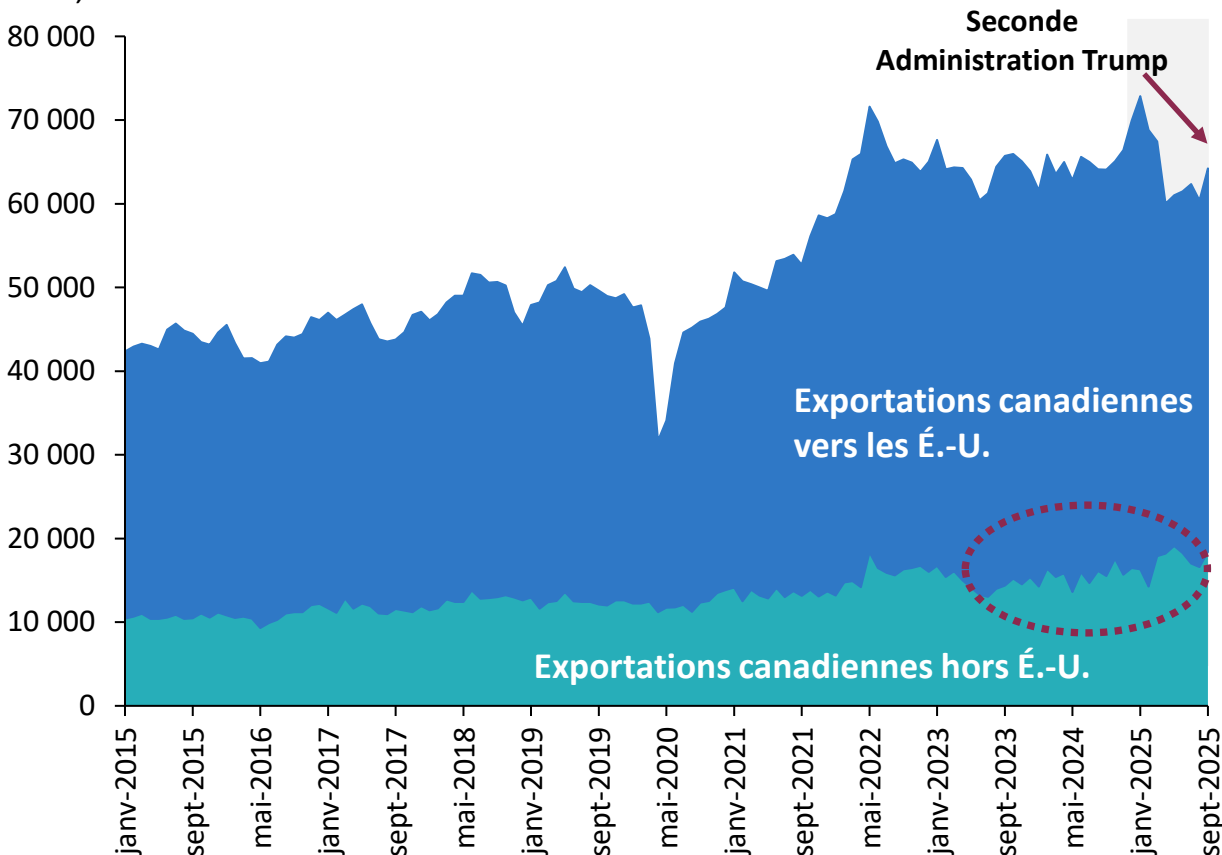


Tarifs : le Canada se tourne vers de nouveaux marchés d'exportation

L'incertitude commerciale redessine le paysage du secteur canadien de l'exportation. Lors des neuf premiers mois de 2025, les exportations vers les États-Unis ont diminué de 5,6 % par rapport à la même période en 2024. Durant ce même intervalle, les envois vers les marchés hors États-Unis ont bondi de 18,7 %, ce qui illustre un regain d'intérêt de la part des acteurs commerciaux pour la diversification des marchés. Depuis 2015, les exportations à destination de l'Allemagne, du Royaume-Uni et de la Chine sont en constante croissance. Pour les exportateurs canadiens, il y aurait des débouchés pour intensifier leur présence et se diversifier sur ces marchés.

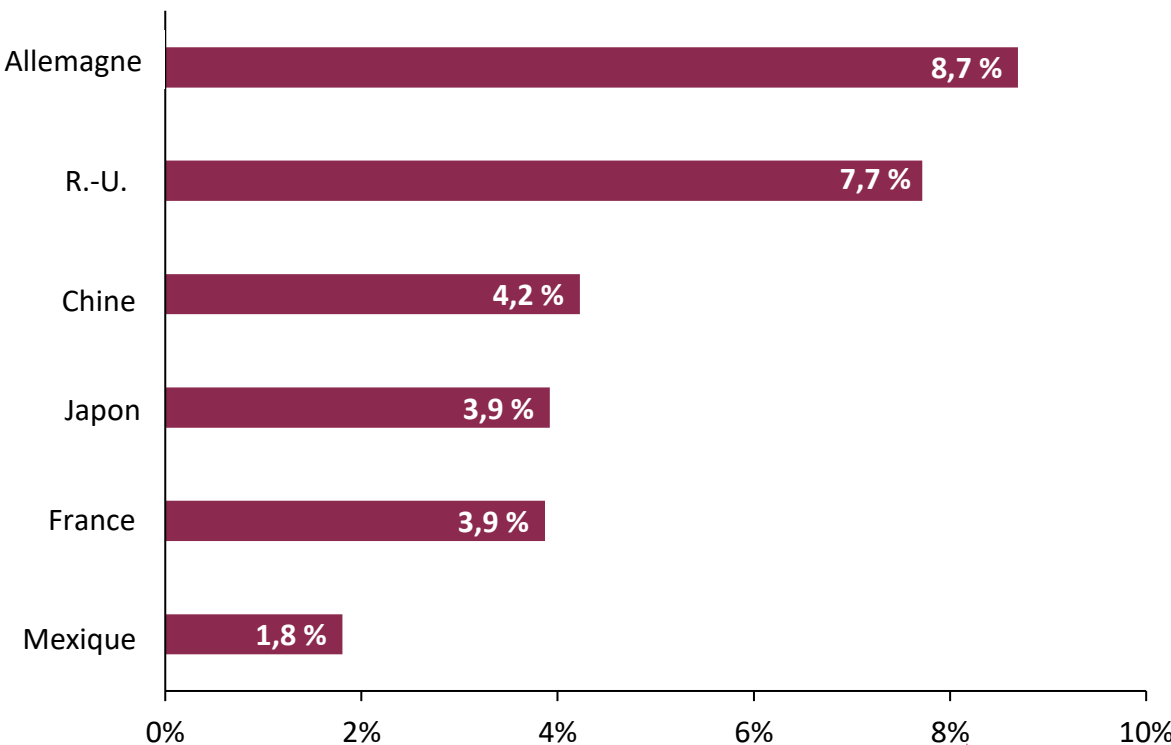
Les tarifs font chuter la croissance des exportations du Canada

Dés., M CAD



Canada : croissance des exportations de marchandises vers les marchés hors É.-U.(2015-2025)

De janv-sept. 2015 à janv-sept 2025, taux de croissance annuel composé



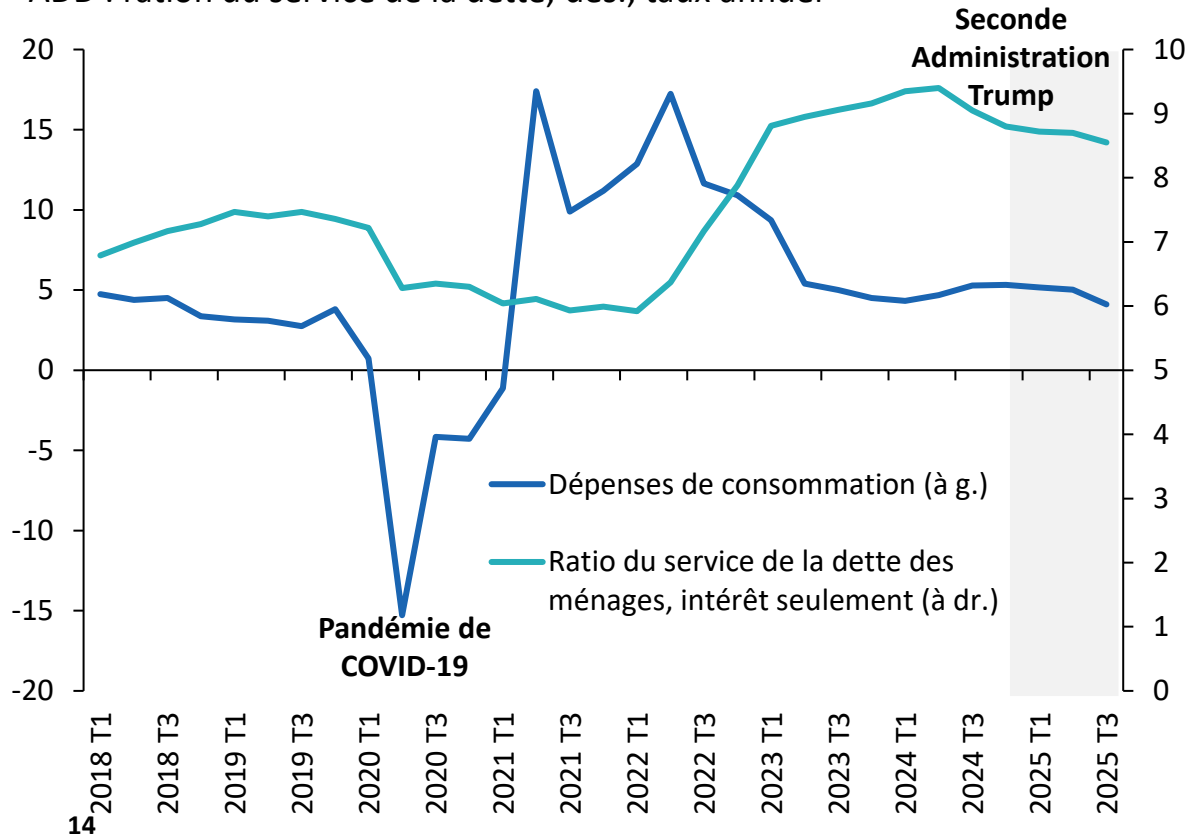
Canada : les consommateurs et les entreprises restent moroses

La consommation reste limitée, car les ménages doivent composer avec des coûts plus élevés de service de la dette. Malgré une diminution des taux d'intérêt, la hausse des coûts d'emprunt plus tôt durant l'année a incité les consommateurs à la prudence. Ce contexte a été compliqué par le recul du marché de l'emploi, marqué par un tassement de la croissance du côté de l'emploi et des perspectives de hausse des salaires moins éclatantes, qui a obligé les ménages à se serrer la ceinture. La consommation étant une dynamo de la croissance globale, la prudence du consommateur assombrit les perspectives économiques.

Le paiement des intérêts et les tensions sur le marché de l'emploi plombent les dépenses de consommation

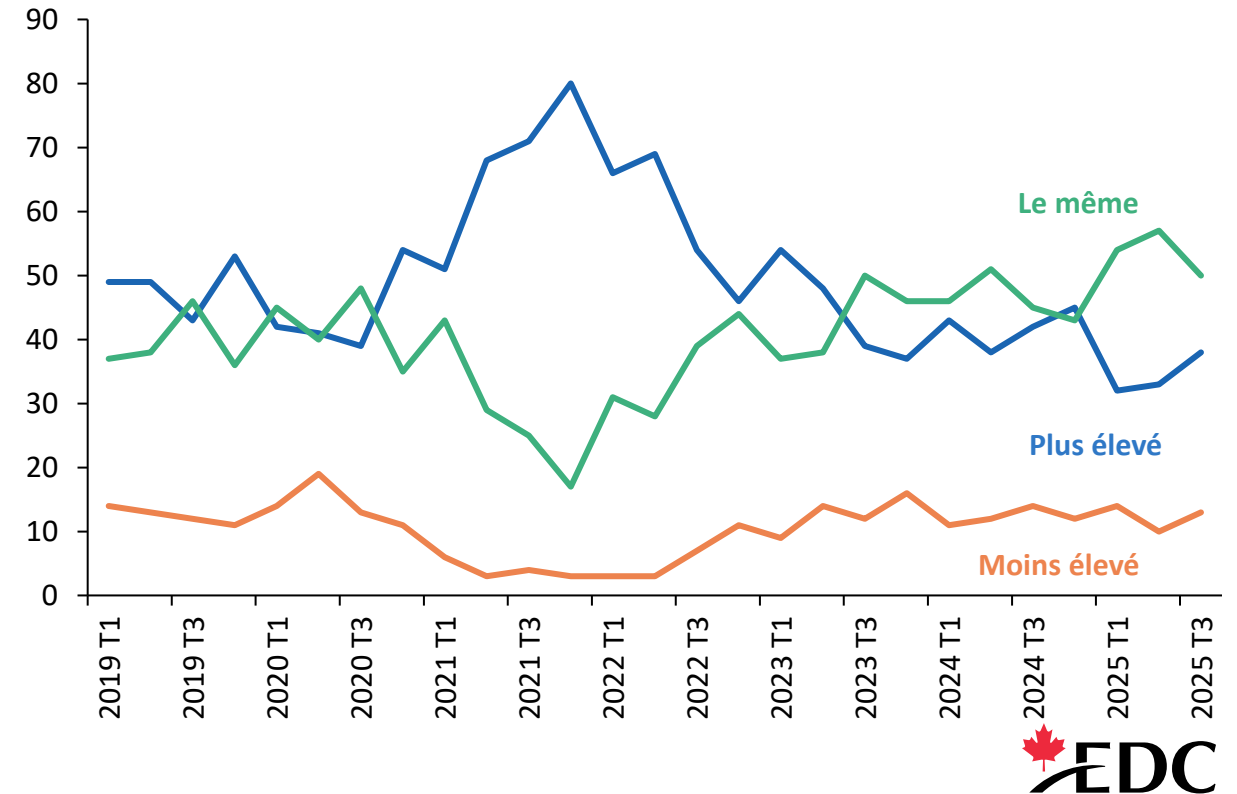
ADG : dépenses de consommation, dés., CAD

ADD : ration du service de la dette, dés., taux annuel



La plupart des entreprises ne prévoient pas embaucher, selon une enquête de la Banque du Canada

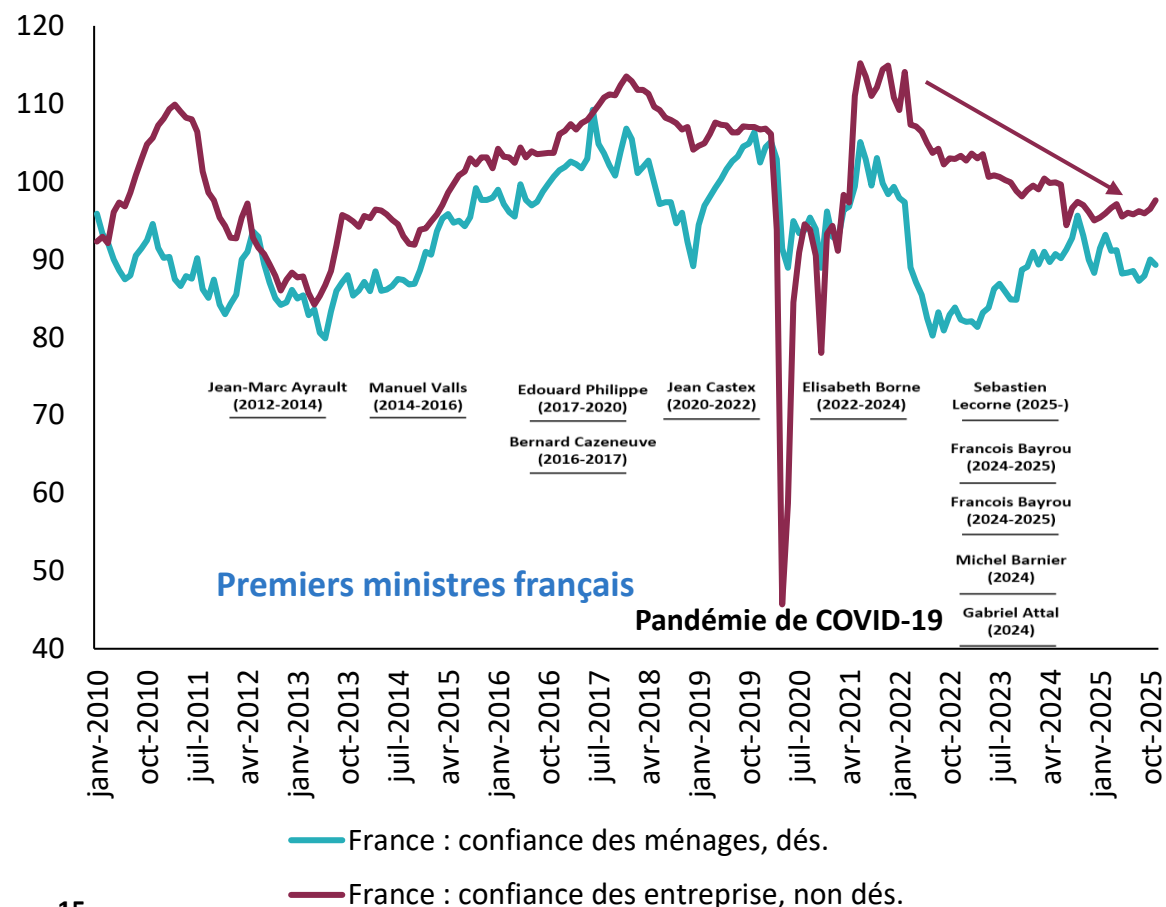
Au cours des 12 prochains mois, le nombre d'employés (équivalents temps plein) de notre organisation au Canada sera-t-il plus élevé, moins élevé ou le même?



Grandes économies européennes : les défis persistent

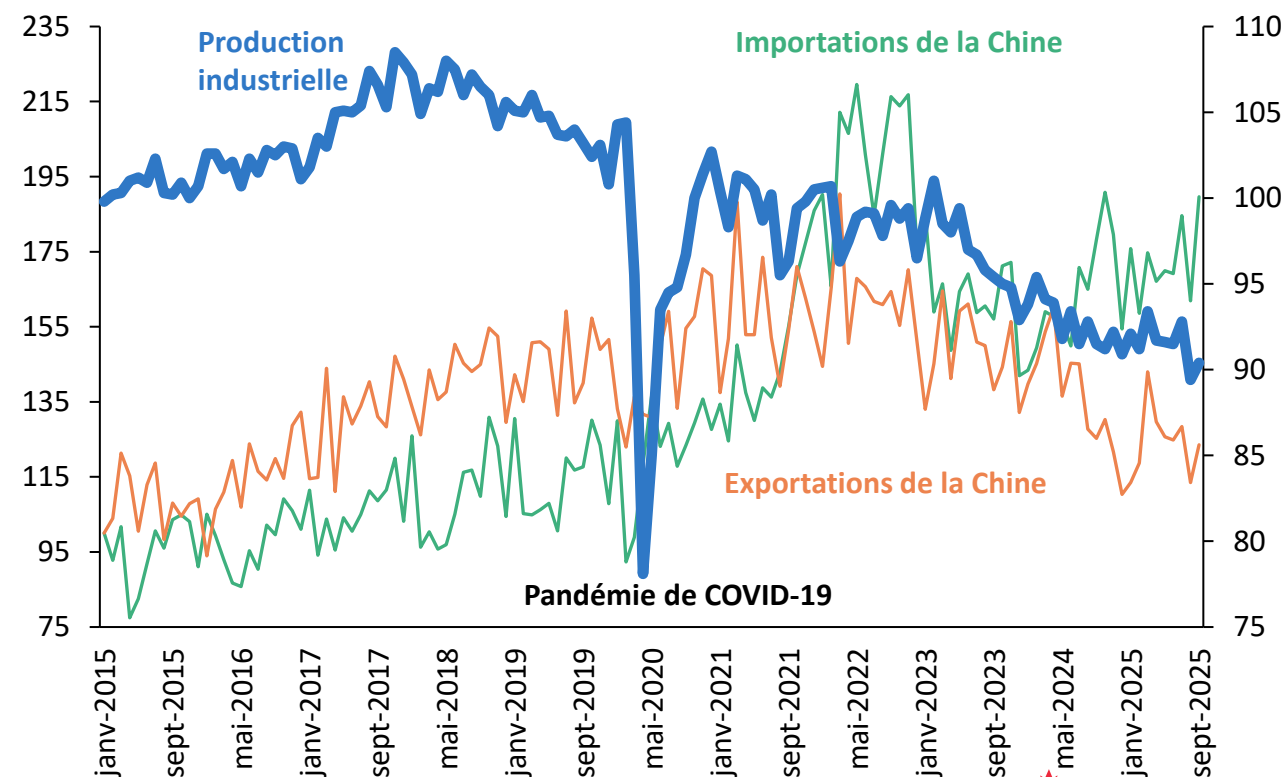
L'Europe se voit toujours accoler des perspectives moroses. En France, l'instabilité politique émousse la confiance et fragilise le moral des consommateurs et des entreprises en dépit d'amélioration modeste en novembre 2025. Pour sa part l'Allemagne a assisté à une chute marquée de sa production industrielle, à une hausse des importations en provenance de la Chine et d'un effondrement de ces exportations, autant de facteurs qui ont accru les tensions. Comme la France et l'Allemagne pèsent pour environ 50 % du PIB de la zone euro, les perspectives générales de la région restent sombres.

La tourmente politique mine la confiance des entreprises et des consommateurs français



Allemagne : recul de la production industrielle

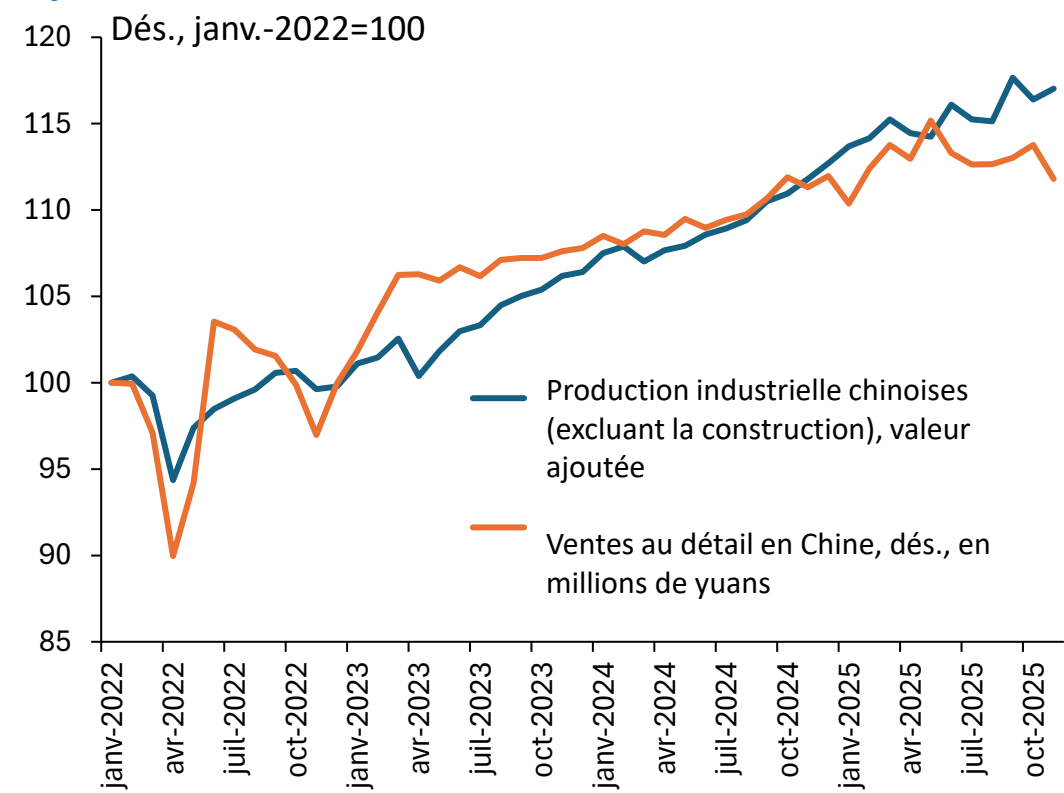
ADG : dés., jan=2015 ADD : la production industrielle, y compris la construction, données dés., et jours ouvrables corrigés, 2021=100



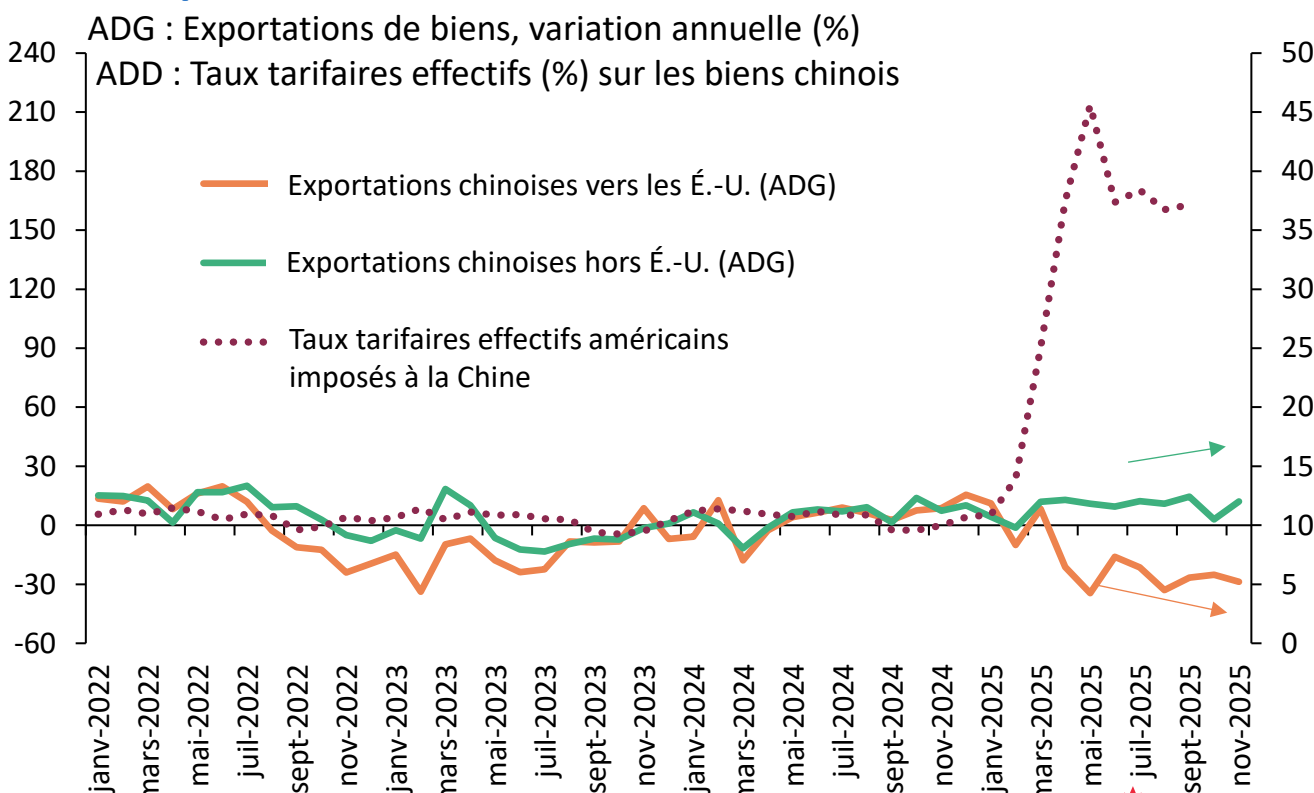
Surcapacité en Chine malgré le virage des exportations hors É.-U.

La Chine continue d'être mise à mal par une demande intérieure en berne, dans le sillage de la déconvenue de son marché de l'immobilier en 2021. La croissance des ventes au détail est à la traîne par rapport à la production industrielle, situation à l'origine d'épisodes de déflation qui met en lumière des capacités excédentaires. Pour éponger cette surcapacité, la Chine mise sur son secteur des exportations, mais la politique tarifaire des États-Unis a fait chuter les envois vers le marché américain. Le taux tarifaire effectif sur les biens chinois a fluctué en 2025 et dépassé les 37 % en septembre. Les exportations vers les marchés hors États-Unis ont aidé à compenser ce repli. De fait les exportations totales de janvier à novembre 2025 ont inscrit une hausse de plus de 5 % comparativement à la même période une année plus tôt.

La croissance de la demande à la traîne par rapport à la production industrielle



Chine : la hausse des exportations hors É.-U. compense le repli des exportations vers le marché américain



16 Sources : Bureau national de la Statistique de la Chine; Administration générale des douanes, Chine; Haver Analytics; Bureau du recensement des États-Unis, Services économiques d'EDC.

Nota – Dans le graphique de gauche, la production industrielle fait référence à la valeur ajoutée industrielle, ce qui rend compte de la hausse réelle de la production des industriels chinois (biens intermédiaires exclus), ventes au détail (en yuans) ADG = Axe de gauche ADD = Axe de droite

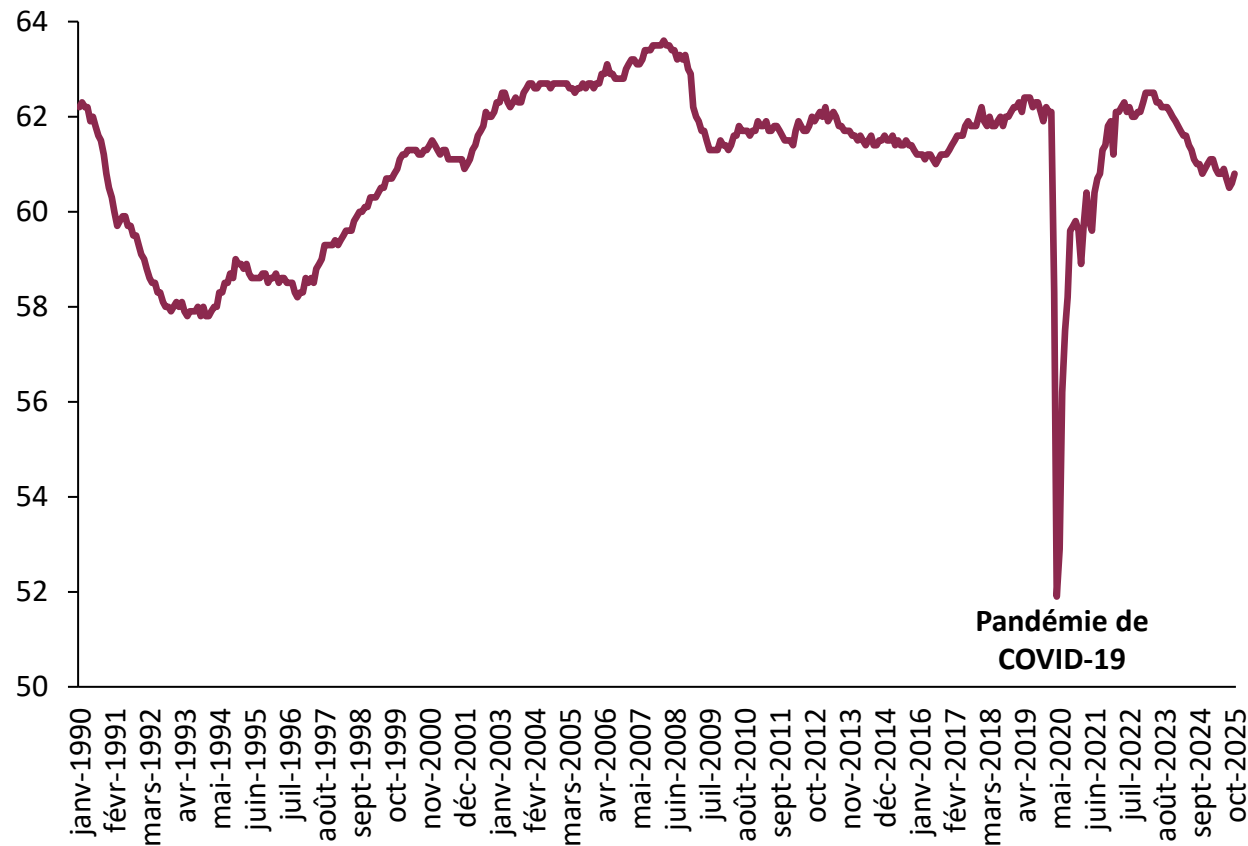


PERSPECTIVES PAR PAYS



Le taux d'emploi glisse à un creux hors récession en 26 ans

Pourcentage (%)



L'économie canadienne a évité de justesse une récession en 2025, mais continue d'être ébranlée par les vents tarifaires. Malgré sa belle performance pendant l'été, l'économie canadienne doit toujours composer avec des éléments de faiblesse. De fait, les droits de douane américains ont mis à mal la confiance des consommateurs et des entreprises et chamboulé leurs plans d'investissement.

Au 3T2025, les dépenses de consommation ont fléchi pour la première fois hors récession, ce qui témoigne des préoccupations des ménages. Confrontées à une demande en berne, les entreprises ont réduit leur activité d'embauche et leur effectif. Le taux d'emploi a glissé à un creux en 26 ans compte tenu des difficultés de l'économie. L'ampleur des tarifs américains, et notamment ceux ciblant des secteurs particuliers, a éprouvé les exportations canadiennes. Parallèlement, la Chine a imposé des droits antidumping et des surtaxes douanières sur les denrées suivantes :

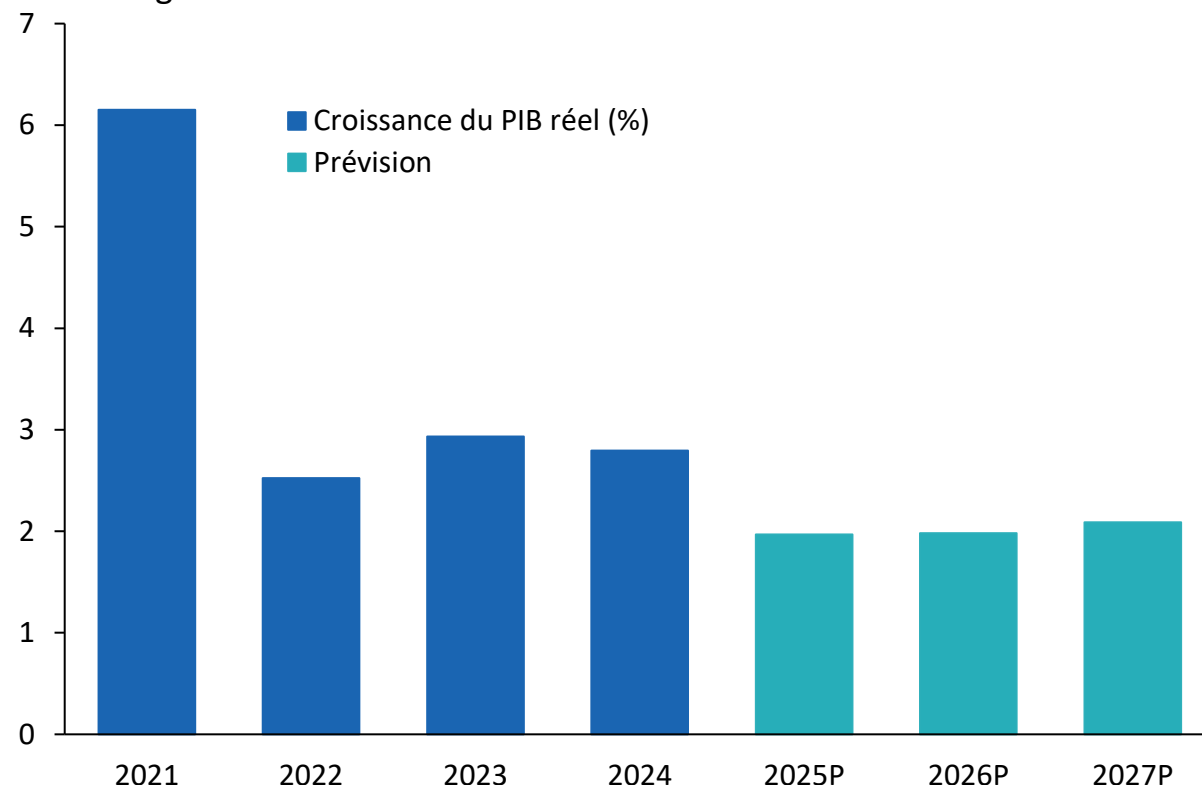
- 75,8 % sur les graines de canola
- 100 % sur l'huile de canola, la semoule et les pois
- 25 % sur les produits de la mer et le porc

Ces mesures ont entraîné une nette diminution des exportations de marchandises, qui s'est établie dans les deux chiffres en septembre comparativement à janvier. Des enjeux structurels comme une croissance démographique modeste en raison d'une immigration plus lente, une faible productivité causée par une activité d'investissement poussive et l'endettement élevé du consommateur, devraient entraver l'élan de l'économie du Canada à court terme. Dans ce contexte, nous tablons sur une croissance du PIB réel de 1,5 % en 2025 et de 1,2 % en 2026.



Les perspectives stables malgré des vents contraires persistents

Pourcentage



L'économie américaine s'est montrée résiliente en septembre 2025 alors que les entreprises ont fait appel à leurs marges pour absorber le gros du choc tarifaire, ce qui a permis à la consommation de garder le cap. Pour 2025, nous tablons sur une croissance du produit intérieur brut réel (PIB) de 2,5 %, soit supérieur aux estimations initiales formulées lors de l'annonce des tarifs.

La consommation intérieure est solide; les entreprises ont opté pour la prudence en limitant l'activité d'embauche. L'effritement des marges bénéficiaires a incité plusieurs entreprises à refiler le coût et les tarifs au consommateur, ce qui a fait grimper les prix. L'inflation est remontée dans la fourchette supérieure de la zone de confort de la Fed et devrait se maintenir légèrement au-dessus de ce niveau jusqu'à la mi-2026.

La Fed s'est dite davantage préoccupée par la montée du chômage qu'un sursaut passager de l'inflation supérieur à la cible. Le marché de l'emploi marquant le pas, La Fed devrait poursuivre son cycle d'assouplissement au début de 2026 dans l'espoir de soutenir l'emploi et la croissance.

Le tassement de l'activité du marché de l'emploi s'explique par l'incertitude causée par les tarifs et d'autres remaniements des politiques. Les efforts déployés pour régler les différends commerciaux avec les principaux partenaires commerciaux ont donné lieu à des avancées. Pourtant, l'incertitude continue de miner le potentiel économique.

Après quatre années de robuste croissance alimentée par des investissements records et une forte activité de consommation, le PIB réel devrait diminuer et passer de la moyenne post-pandémie de 3,6 % à 2 % en 2026-2027.

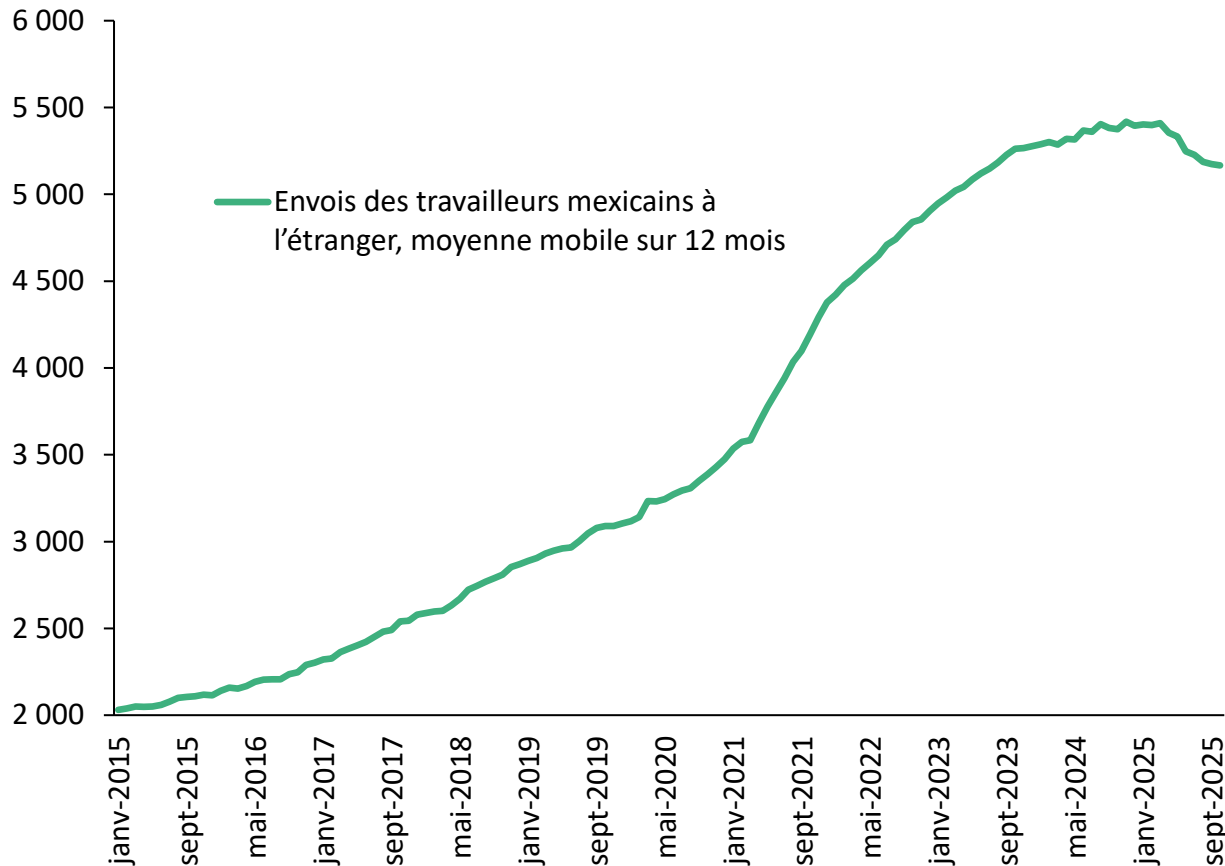
Mexique

Prince Owusu, économiste principal



L'économie mexicaine promise à un essor modeste en 2026

Envois des travailleurs mexicains, M USD, non dés.



L'économie mexicaine devra continuer de surmonter les obstacles engendrés par les tarifs américains, ce qui limitera les perspectives de croissance en 2026. Après avoir enregistré de modestes gains au premier semestre de 2025, l'économie s'est contractée au troisième trimestre.

Il s'agit d'un repli généralisé. L'activité d'investissement des entreprises reste atone, la consommation en bas de l'aile et les secteurs tributaires des exportations sont sous tension. Le gouvernement, dont la marge financière est limitée, a réduit les dépenses alors même qu'un soutien bonifié pourrait stabiliser la croissance. L'activité d'investissement est tempérée depuis deux ans en raison des préoccupations liées à la gouvernance et au respect de la règle de droit. Pour les projets prévus, cette situation a engendré des retards et des annulations. Plusieurs facteurs sur le marché intérieur ainsi que l'incertitude entourant les tarifs et l'examen à l'été 2026 de l'Accord Canada États-Unis-Mexique (ACEUM) incitent les entreprises à faire preuve d'encore plus de prudence. La baisse du côté des investissements assombrit les perspectives sur le front de l'emploi.

Les envois de fonds, source majeure des dépenses des ménages, ont diminué en raison des changements touchants l'immigration par les autorités américaines. Les hausses de salaire prévu par la loi procurent une bouffée d'oxygène. En janvier, le salaire minimum a gagné 12 % et l'augmentation attendue en janvier 2026 devrait sans doute être supérieure à l'inflation, ce qui viendra renforcer le pouvoir d'achat des consommateurs.

L'inflation – qui diminue et reculerait en 2026, et le repli du marché de l'emploi inciteraient la Banque du Mexique à abaisser ses taux, un répit pour les emprunteurs. De nouvelles diminutions pourraient nuire au peso, qui s'affaiblirait en 2026.

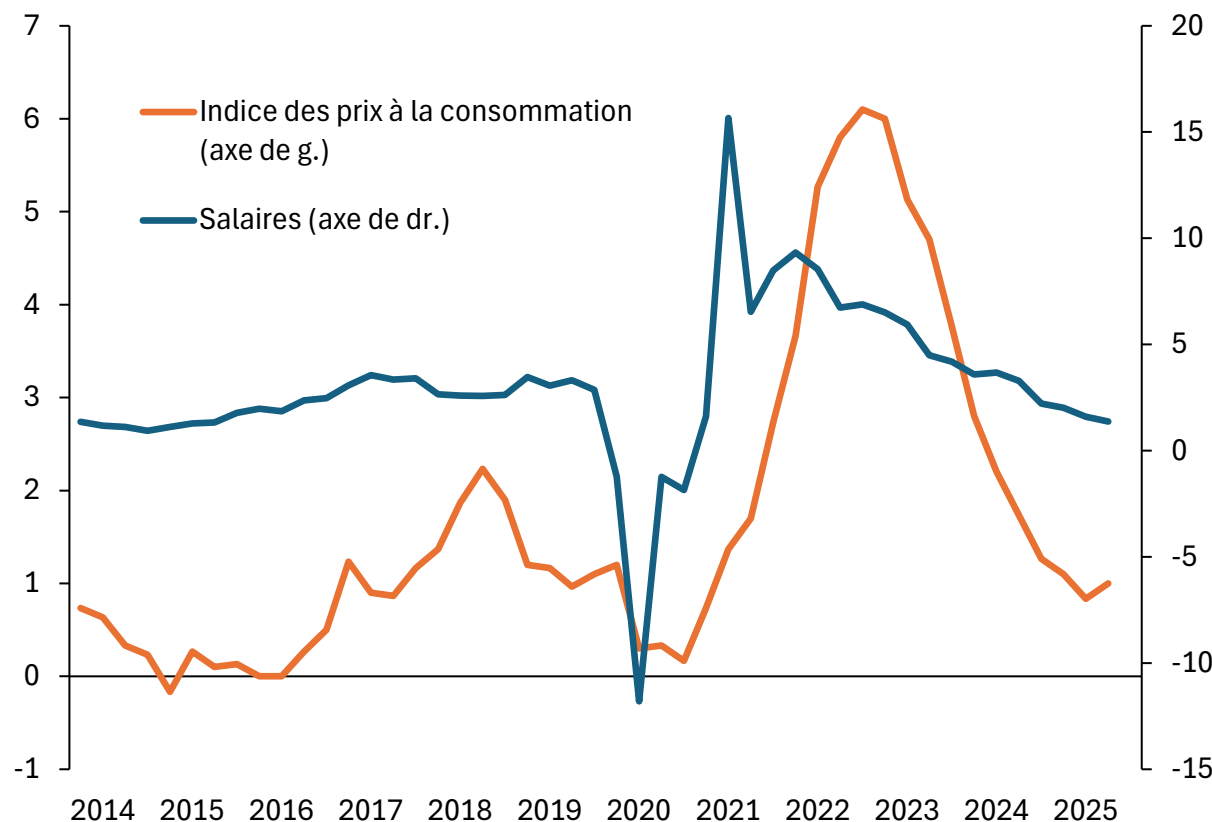
France

Sasan Fouladirad, analyste des risques pays



Prudence chez les ménages malgré la hausse des salaires

Données désaisonnalisées, a/a, variation en pourcentage (%)



La tenue de l'économie de l'Hexagone devrait dépasser les attentes au 3T2025, à la faveur d'une croissance de 0,5 % d'un trimestre sur l'autre. Cet élan sera surtout tiré par les exportations, et notamment la filière aéronautique, alors que la demande continue de montrer des signes de faiblesse. Pour ce qui est des prévisions, la croissance resterait tempérée pour s'établir à 0,8 % en 2025 et 0,9 % en 2026. En 2027, la croissance devrait se raffermir pour atteindre 1,1 %.

Le premier ministre Sébastien Lecornu s'est attelé à la difficile tâche de faire adopter le budget dans un parlement en proie aux divisions. Aux termes de son plan financier, le gouvernement cherche à réaliser des économies de plus de 30 G EUR (44 M CAD) afin d'abaisser le déficit sous la barre de 5 % du produit intérieur brut (PIB) 2026, soit une cible un peu moins ambitieuse que celle de 4,6% présenté par le précédent premier ministre, François Bayrou. En l'absence d'une majorité établie, des éléments du budget sont votés à la pièce. Cette démarche engendre une certaine incertitude quant aux perspectives financières de la France. Les ménages demeurent prudents, le moral des consommateurs se situant bien en deçà de la moyenne à long terme en novembre dernier. Cette prudence tenace s'exprime dans les intentions d'achat d'articles importants et les intentions d'épargne à des sommets historiques. La consommation resterait modeste en 2026.

La confiance commerciale s'est raffermie en novembre, vu l'optimisme renouvelé dans le secteur des services. À l'inverse, les acteurs dans la fabrication sont plus moroses en raison d'une baisse des commandes. Nous tablons sur une remontée progressive de l'investissement privé, portée par la baisse des taux d'intérêt. L'incertitude dans l'arène politique et le resserrement budgétaire demeureront des entraves à l'activité.

Pendant la période de référence, le secteur de la défense imprimera une forte impulsion à la croissance alors que le gouvernement se propose d'augmenter le budget de la défense à 64 milliards d'euros (94 G CAD) d'ici 2027, soit trois ans plus tôt que prévu. Cette accélération de l'investissement devrait engendrer une demande robuste pour la filière défense et contribuer de 0,2 point de pourcentage à la croissance du PIB en 2026.



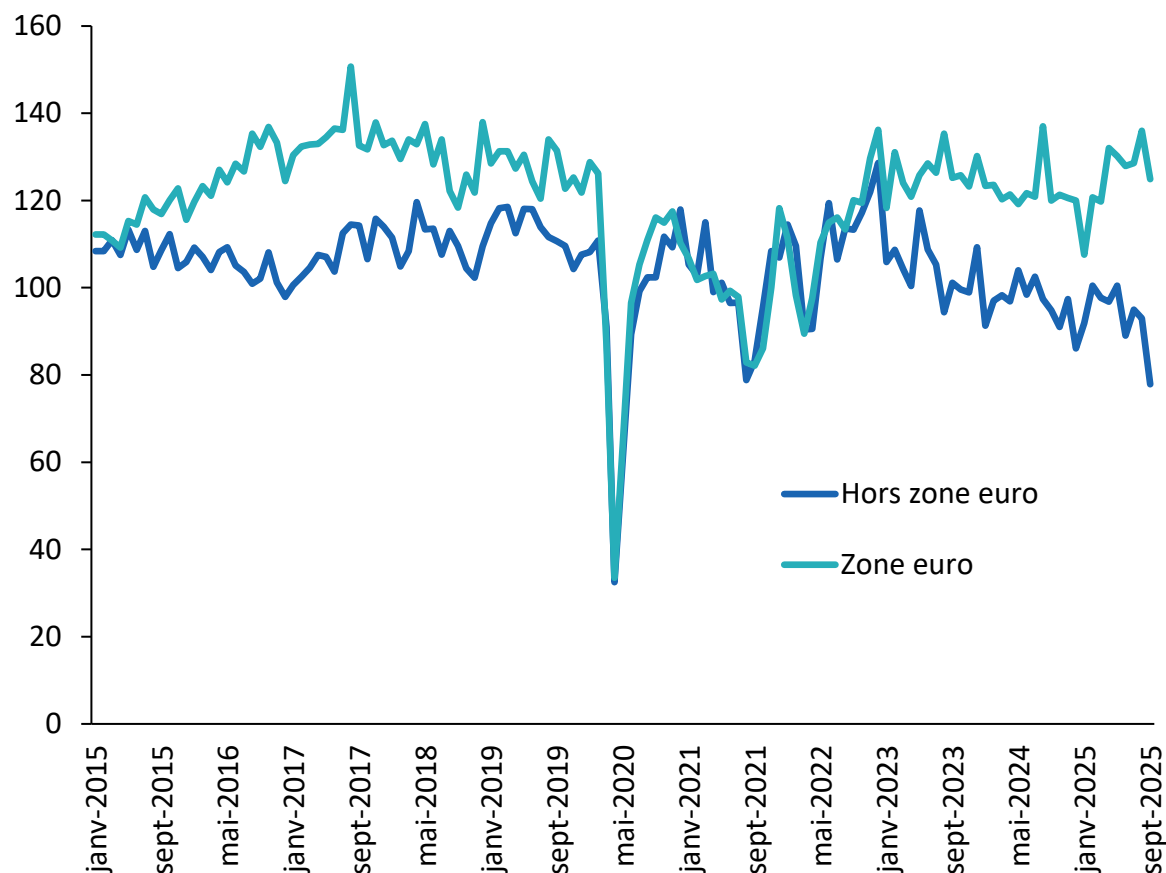
Allemagne

Sasan Fouladirad, analyste des risques pays



L'atonie persistante de l'économie voile les perspectives

Volume des ventes de matériel de transport; dés. 2021=100



Après une contraction de 0,2 % au 2T2025, l'économie allemande a affiché une croissance nulle au 3T2025. L'atonie persistante de la demande intérieure et des exportations demeure un enjeu de taille. Au pays, nous prévoyons une croissance du PIB réel de 0,2 % en 2025, de 0,9 % en 2026 et de 1,6 % en 2027.

Le pays offre un portrait économique contrasté, certes, mais les perspectives sont dominées par la morosité. Le consommateur est plus positif, mais reste profondément pessimiste. Les ménages continuent de privilégier l'épargne à l'achat d'articles importants, une posture qui limite l'élan de la demande intérieure et fragilise davantage les perspectives.

La confiance des entreprises renvoie à des préoccupations semblables. Le secteur de la fabrication s'attend à une dégradation des conditions au cours des six prochains mois. Les ventes à l'exportation continuent de chuter, ce qui met en évidence le poids de secteur sur l'économie allemande, très tributaire des échanges commerciaux. La fabrication, très exposée aux marchés mondiaux, subit des tensions extérieures croissantes. Le nouveau cadre entre l'UE et les États-Unis prévoit l'imposition de droits de douane de 15 % sur un vaste éventail de biens, ce qui frappera de plein fouet des secteurs d'exportation névralgiques comme l'automobile. Les entreprises chinoises sont plus présentes dans plusieurs filières de la fabrication de pointe (véhicules électriques, batteries et technos propres). La Chine pousse les industriels allemands à renforcer leur compétitivité.

On dénote des enjeux structurels : coût élevé de l'énergie, population vieillissante, pénurie de main-d'œuvre et sous-investissement chronique dans l'infrastructure, les systèmes numériques et les services publics. En réponse, le gouvernement a annoncé un programme d'investissement de 500 G EUR (environ 730 G CAD) pour moderniser les infrastructures et accélérer la mise en œuvre des projets climatiques afin d'étayer la croissance à partir de 2026. Les retombées du programme seraient moindres que prévu. Des sommes réservées ont été réattribuées à des initiatives à vocation opérationnelle et sociale et les lourdeurs bureaucratiques ralentissent la mise en œuvre de ces projets.



Chine

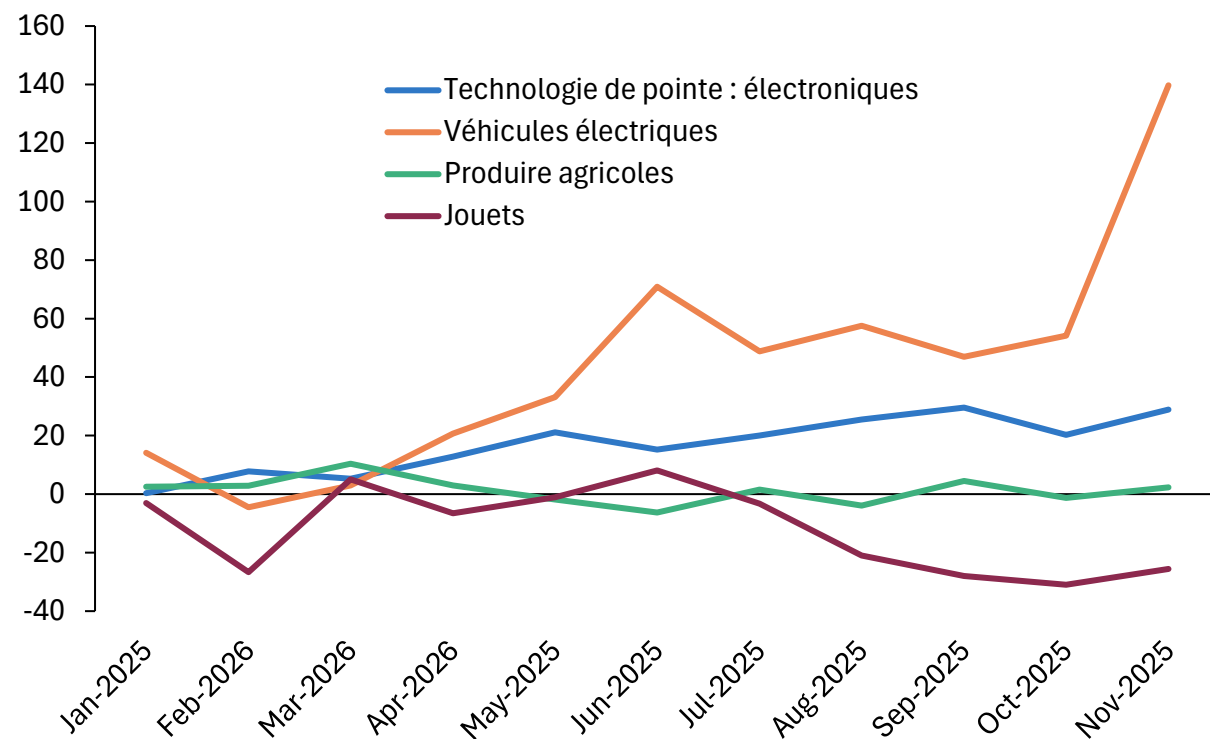
Susanna Campagna, première analyste des risques pays



Chine : les exportations gardent le cap malgré la déflation et les risques tarifaires

Valeur des exportations, flux, dés., USD

Variation en pourcentage (%), en glissement annuel



La Chine est en voie de réaliser sa croissance d'environ 5 % du PIB en 2025, grâce à la belle résilience de son secteur des exportations et aux efforts soutenus de diversification de ces marchés d'exportation. Les données d'octobre révèlent une détente des exportations, mais les biens à valeur ajoutée comme les appareils électroniques et les véhicules électriques (VÉ) restent robustes malgré l'incertitude tarifaire.

Pour ce qui est du commerce des marchandises, La Chine affiche un excédent commercial record de 1 080 G\$, ce qui met en évidence la vigueur de cette exportation et le virage du pays vers la fabrication de produit de pointe. Pour l'économie chinoise, nous tablons sur une croissance du PIB de 4,8 % en 2025 qui se ralentira à 4,3 % en 2026. La déflation persistante demeure un défi structurel en 2026. Malgré les efforts ciblés du gouvernement pour soutenir la consommation, notamment des subventions pour les soins aux enfants, la consommation intérieure continue de peser sur la croissance, qui est mise à mal par la faiblesse du côté du marché de l'emploi et la multiplication des déconvenues du marché immobilier. La mouture élargie du programme chinois de subventions d'achat avec reprise, mis en place en 2025, devrait dynamiser les ventes en détail, et cet élan devrait se maintenir en 2026. La Chine continuera d'investir massivement dans ses secteurs de la fabrication de pointe et des technologies. La campagne du gouvernement dite anti-involution vise à freiner la surcapacité des industriels chinois et la baisse de prix à l'ensemble des secteurs, à l'origine de la tendance déflationniste actuelle, mais des progrès concrets prendront du temps.

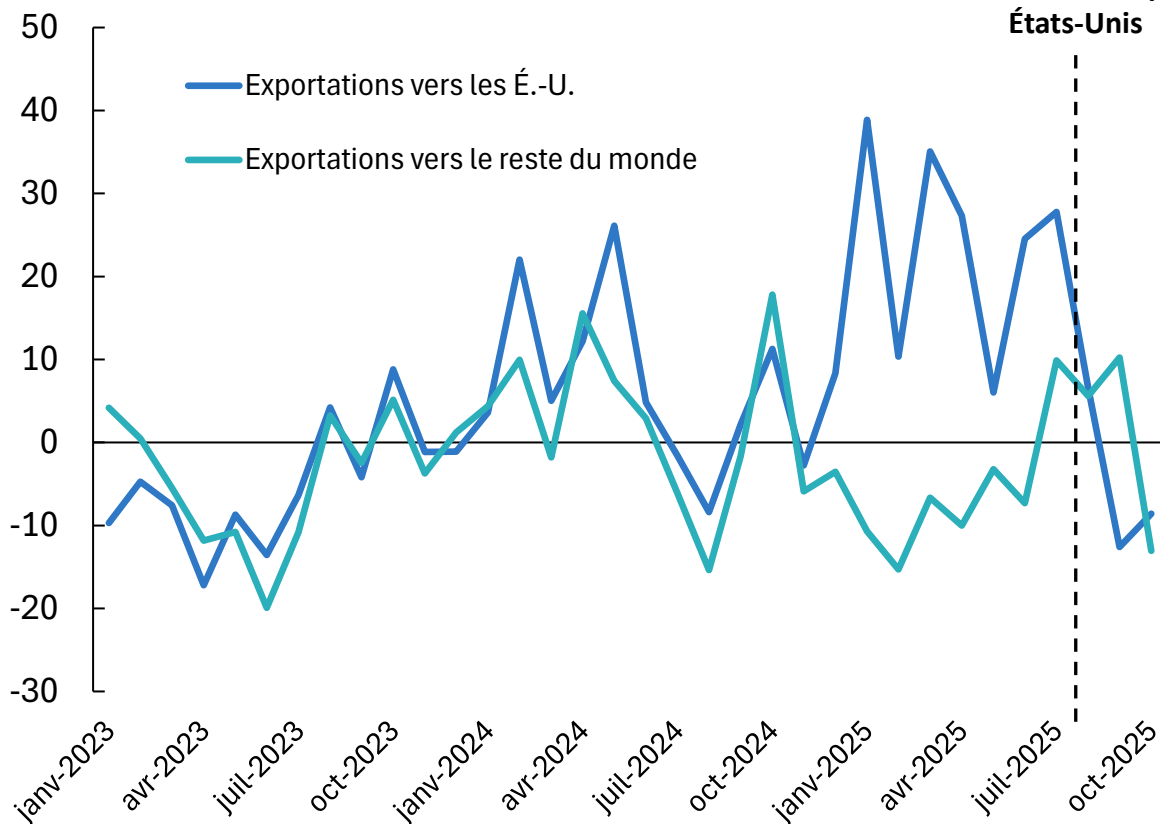
Parmi les risques d'amélioration par rapport à nos prévisions précédentes, nous notons l'accord commercial entre les États-Unis et la Chine de novembre 2025, dont la signature a contribué à apaiser les tensions tarifaires. La suspension de certains droits de douane se limitera à un an. Les préoccupations liées aux semi-conducteurs et aux puces de pointe devraient sans doute demeurer une source de frictions tout au long de 2026. Nous recensons plusieurs risques de dégradation tels que la propagation de la crise du secteur immobilier au système financier, l'escalade des tensions géopolitiques et l'imposition de nouveaux tarifs sectoriels touchant les exportations chinoises.



Exportations de marchandises et incertitude tarifaire

Croissance, en rythme annuel

Mise en place de 50 % des droits de douane par les États-Unis



La croissance de l'économie indienne garde le cap malgré l'incertitude pesant sur le commerce international. L'Équipe des services économiques d'EDC a quelque peu revu à la hausse ses prévisions de croissance à 6,6 % pour 2025 (exercice financier 2026), ce qui témoigne de l'essor économique au 2T2025. Nos prévisions pour 2026 (année financière 2026) demeurent inchangées à 6,5 %.

Au 2T2025 (soit au T1 de l'exercice 2026), l'économie du pays a réalisé des gains solides et généralisés. En rythme trimestriel désaisonnalisé, la consommation privée et publique a mené le bal, à la faveur d'un reflux de l'inflation et d'un sursaut des dépenses. L'essor de l'investissement a été modéré, alors que les échanges nets ont ralenti la croissance dans un contexte où les importations ont dépassé les exportations. L'élan économique devrait se maintenir. La consommation privée – principal moteur de la croissance – devrait rester stable, à la faveur d'une faible inflation et de la simplification de la taxe sur les biens et services (TPS). Les dépenses d'investissement du secteur public continueront de jouer un rôle prépondérant, tandis que l'investissement privé restera modeste, sur fond d'incertitude économique mondiale et de détente de la demande extérieure. La consommation publique devrait rester au beau fixe.

Les tarifs élevés imposés par les États-Unis sur certains biens indiens devraient plomber les exportations de marchandises, mais leur effet serait limité, l'Inde étant peu tributaire au commerce des biens. Parallèlement, les exportations de services, en particulier vers le marché américain, resteraient robustes, ce qui favorisera la bonne tenue des exportations dans leur ensemble. Le regain des tensions inflationnistes provoqué par des facteurs intérieurs et extérieurs pose un risque de dégradation des perspectives tandis que la dissipation rapide de l'incertitude tarifaire pourrait redorer les perspectives.

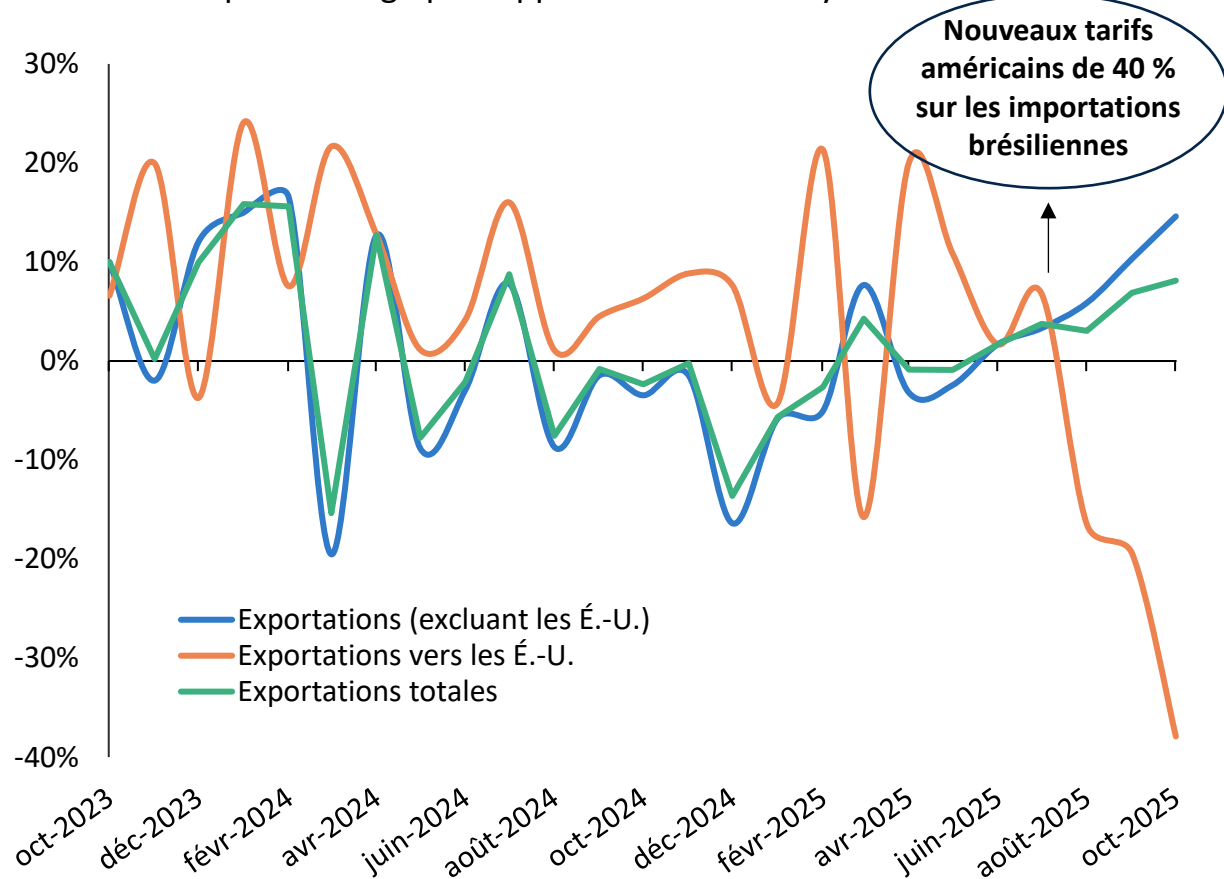
Brésil

Daniel Benatuil, analyste principal des risques pays



Les exportations brésiliennes résilientes face aux tarifs

Variation en pourcentage par rapport au niveau d'il y a un an



L'économie brésilienne inscrirait une croissance de 2,5 % en 2025, puis de 1,9 % en 2026 et de 2 % en 2027. Ce repli sera atténué par la résilience du marché intérieur, la vigueur de la demande extérieure et des politiques macroéconomiques plus favorables.

La politique plus restrictive de la Banque centrale freinera le crédit et minera la demande après des années d'une croissance supérieure au potentiel. Cela dit, l'activité reste inégale et surtout portée par des services tributaires du revenu et des secteurs tournés vers l'exportation. On note un recul dans les industries sensibles à la variation des taux d'intérêt, comme les filières à forte intensité en capital et le secteur de l'investissement. Au gré du recul de l'inflation, la Banque centrale devrait abaisser ses taux d'intérêt au début de 2026, ce qui apportera un répit très attendu du côté de l'investissement des entreprises.

Puissance mondiale de l'exportation, le Brésil a la capacité de faire preuve de résilience et de résister aux chocs extérieurs. Le retour du phénomène de La Niña rendrait peu probables de nouvelles récoltes records. On s'attend à ce que les récoltes de soja de 2025 et 2026 atteignent de nouveaux pics, ce qui aiderait les services de la chaîne de logistique et stimulerait les exportations vu la fermeté de la demande mondiale. Le choc des surtaxes douanières américaines de 40% à l'encontre des exportations brésiliennes cependant limitées par une faible exposition bilatérale et des exemptions généralisées visant les produits. La croissance soutenue des exportations rend compte de l'efficacité des stratégies de diversification.

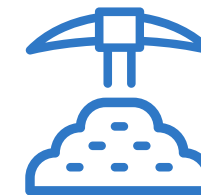
La résilience de la consommation sera favorisée par la tenue éclatante du marché de l'emploi et un chômage glissant à des creux inédits. L'indice d'appauvrissement (Misery Index), qui tient compte du taux de chômage et du taux d'inflation, a chuté sous la barre de 10 % pour la première fois depuis des décennies. L'essor du revenu réel s'est modéré et les données de l'emploi révèlent un repli par rapport au niveau de surchauffe de l'activité. Plusieurs mesures de soutien, dans la nouvelle exemption de la taxe sur le revenu pour s'élever jusqu'à cinq fois le salaire minimum et les remboursements importants de la dette octroyés par les autorités publiques, joueront le rôle d'amortisseurs des dépenses privées et aideront à atténuer la faiblesse persistante de la situation financière des ménages.

La polarisation et des élections générales à la fin de 2026 accentuent l'incertitude entourant les politiques alors que Le Brésil s'inquiète de l'augmentation de la dette publique et des risques pour la viabilité financière.

PERSPECTIVES POUR LES PRODUITS DE BASE

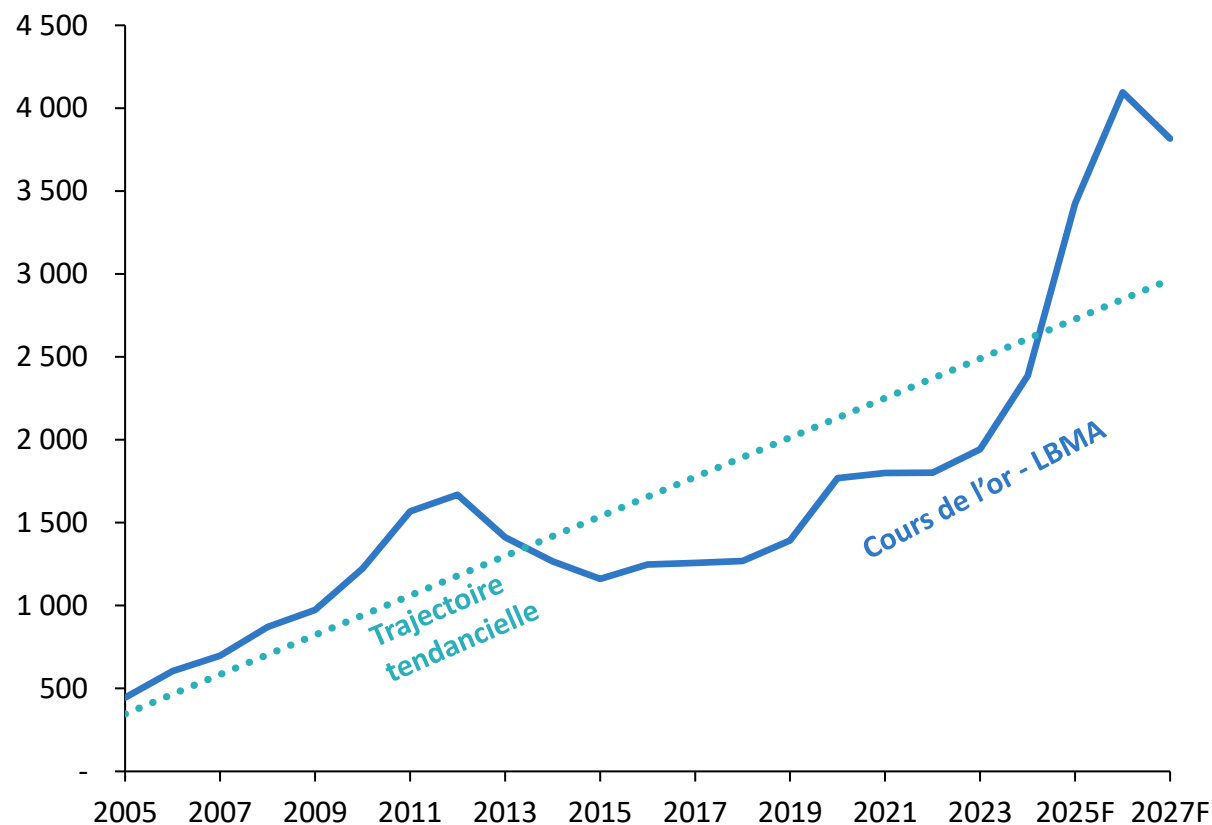
Or

Karicia Quiroz, économiste



Les cours de l'or à des pics records et promis à de nouveaux sommets en 2026

Cours de l'or (USD/once troy)



Sources : Haver Analytics; World Gold Council; Services économiques d'EDC.
LBMA : London Bullion Market Association. P = prévision

Les cours de l'or se sont envolés à de nouveaux pics, la moyenne mensuelle au dernier trimestre de 2025 dépassant la barre des 4 000 USD l'once troy, une première. Nous tablons sur un cours aurifère se fixant en moyenne à 4 096 USD l'once troy en 2026 et à 3 816 USD l'once troy en 2027.

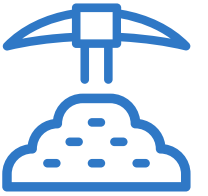
Plusieurs facteurs expliquent cette envolée, en particulier la situation géopolitique et l'incertitude entourant la politique commerciale américaine. La demande du côté de l'investissement – par la voie de fonds négociés en Bourse, de lingots et de pièces – est désormais le premier contributeur à la demande globale du métal jaune, selon les dernières données trimestrielles. Le rôle de l'or en tant que rempart contre l'inflation accentue son pouvoir attractif en raison des préoccupations persistantes concernant l'inflation.

La demande pour cette matière première, pour sa valeur refuge, maintiendra les cours élevés en 2026 – au pic inédit de 4 096 USD –, une ascension soutenue par les diminutions attendues de la part de la Réserve fédérale. Ces cours sans précédent commencent à peser sur d'autres composantes de la demande, et notamment sur les bijoux (d'habitude le premier contributeur) et les achats d'or par les banques centrales. Ainsi, la demande pour les bijoux a fléchi en 2025 pendant les trois premiers trimestres par rapport à la même date l'année précédente, soit une chute de 20 % en rythme annuel. La demande de la part de la banque centrale reste certes supérieure aux niveaux historiques, mais les récentes données révèlent que les banques centrales se sont moins tournées vers l'or pour étoffer leur portefeuille en 2025. Par ailleurs, on s'attend à ce que la diminution de l'incertitude entourant la politique commerciale américaine en 2026 entraîne un tassement de la demande.

La correction des cours s'amorcera à la fin de 2026. Nous prévoyons donc que le cours descendra à 3 816 USD d'ici 2027, ce qui favorisera le retour de la demande en bijoux comme premier contributeur à la demande globale en or.

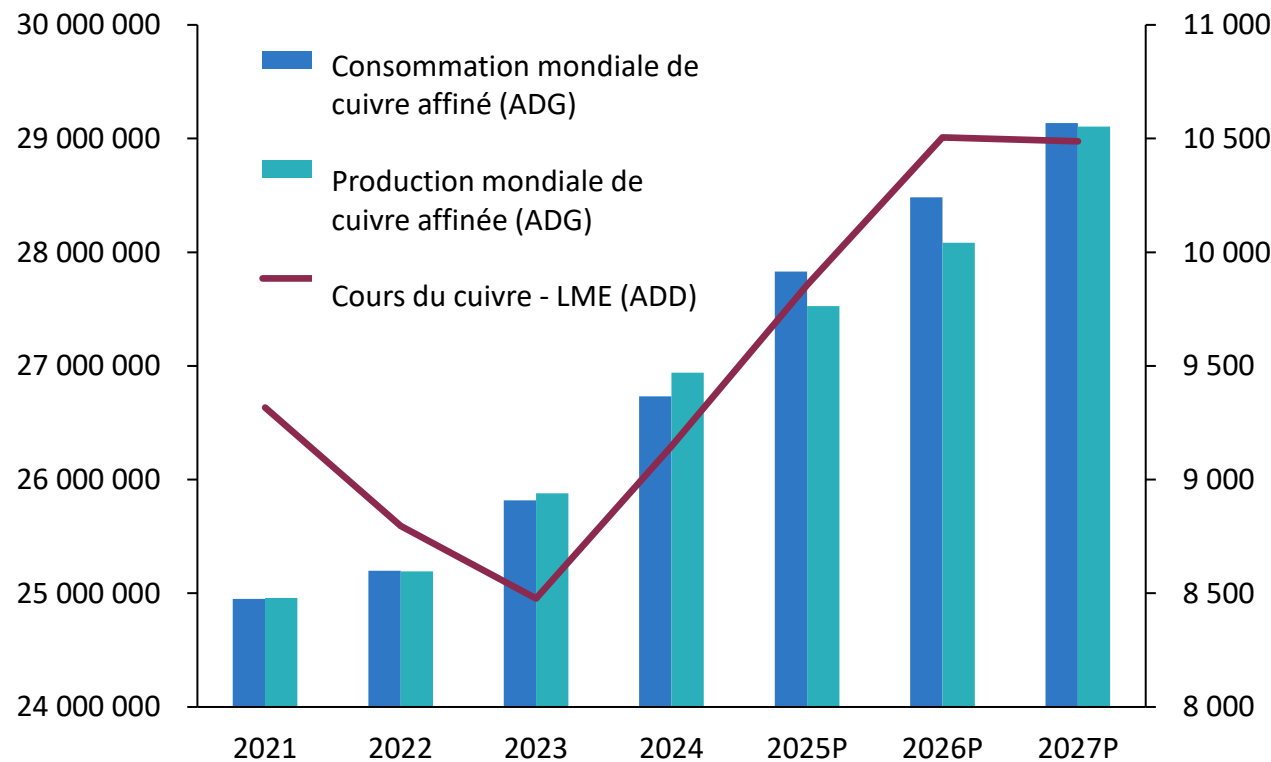
Cuivre

Karicia Quiroz, économiste



Déficit de l'offre et dynamique mondiale propulsent les cours

Dollars américains, par tonne métrique



L'incertitude entourant la politique commerciale américaine et la pénurie de cuivre à l'échelle mondiale ont fait grimper les cours du cuivre en 2025 et 2026. Il devrait atteindre un nouveau record sur une base annuelle de 10 506 USD la tonne en 2026 et de 10 488 USD la tonne en 2027.

Cette dernière année a été marquée par de graves perturbations de l'approvisionnement en cuivre, et notamment à la mine indonésienne de Grasberg exploité par PT FreePort, deuxième gisement de cuivre de la planète.

Le climat de pénurie et l'incertitude entourant les droits de douane américains sur le cuivre (avant et après l'annonce du président Trump en août 2025) ont fait bondir les importations de cuivre affiné de janvier à août 2025. Ce sursaut a catapulté le cours du cuivre de la COMEX (marché à terme des matières premières basé aux États-Unis) à une prime supérieure à la référence de la LME (London Metal Exchange).

Détenant une part grandissante des stocks de cuivre mondiaux, les négociants (traders) américains poursuivront sans doute dans cette voie au début de 2026, ce qui mettra l'offre mondiale sous tension. Selon certaines estimations, les États-Unis pourraient s'approprier 90 % des stocks de cuivre mondiaux au premier trimestre de 2026. En Chine, les principaux hauts fourneaux prévoient réduire leur production de 10 % en 2026, les droits de traitement du cuivre plongeant à des creux records ou étant négatifs, le tout en raison de la pénurie de minerai et des surcapacités en Chine.

Les inquiétudes de pénurie en 2026 et l'incertitude liée à l'examen des tarifs américains ciblant le cuivre maintiendront les cours à des niveaux élevés. Le tassement de la croissance pour le cuivre en Chine – causé par un secteur immobilier en berne – entravera la progression des cours malgré le statut de chef de file dans les VÉ et les énergies renouvelables. Nous entrevoyons une détente des cours du cuivre en 2027, au gré de la mise en activité de nouveaux gisements miniers.

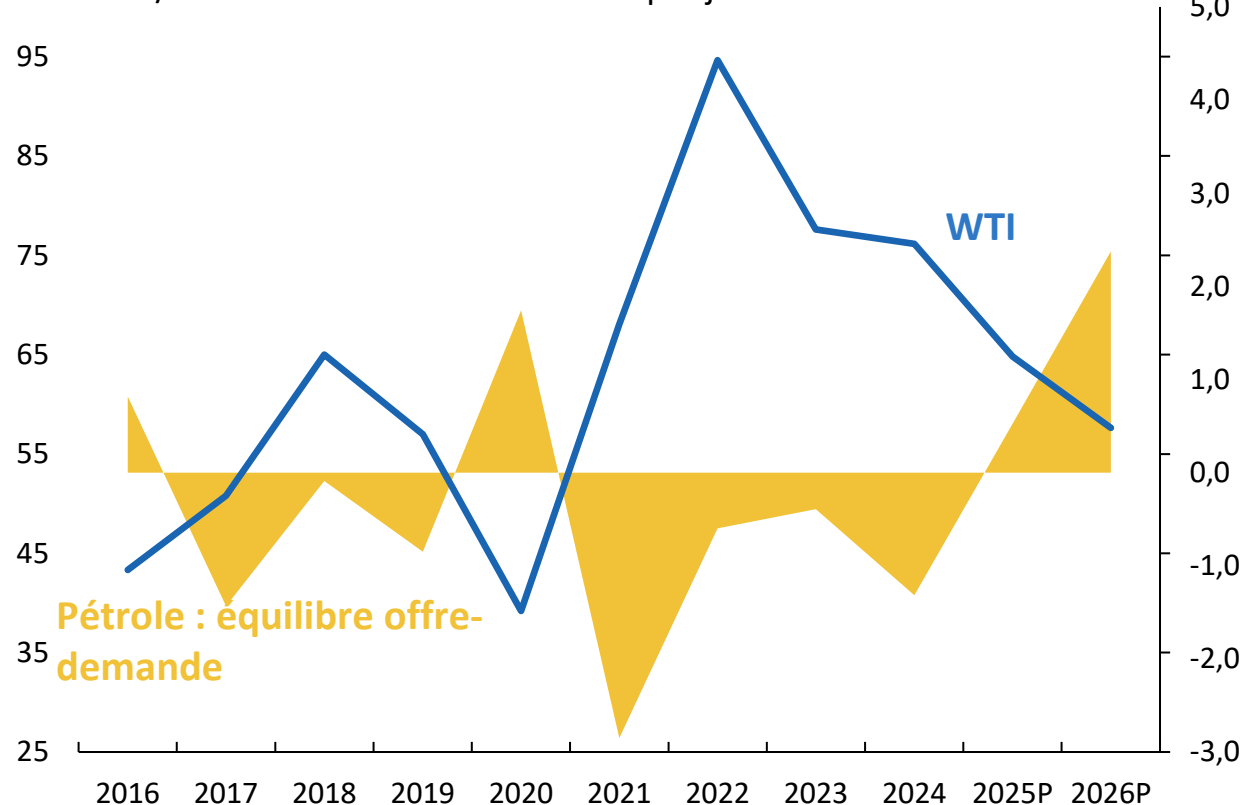
Pétrole

Zhenzhen Ye, économiste



L'offre excédentaire et la faible demande font chuter les cours de l'or noir

ADG : USD/baril ADD : millions de barils par jour



Source : Haver Analytics

Nota – WTI = West Texas Intermediate. P= prévision ADG : Axe de gauche ADD : Axe de droite

Au 4T2025, la demande mondiale a été défaillante et le marché saturé. Les cours du pétrole brut ont chuté d'environ 18 % depuis le début de l'année pour avoisiner en moyenne 65 USD/le baril.

Du côté de la demande, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ainsi que les pays hors OCDE – notamment des grands pays consommateurs comme la Chine, l'Inde et le Brésil –, ont été ébranlés par les guerres tarifaires et la détérioration des conditions macroéconomiques. Sur le front de l'offre, en dépit d'une production supérieure aux quotas, l'OPEP+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés) a affiché une production dépassant les quotas et restauré près des capacités de production de près de trois millions de barils par jour auparavant réduites. Parallèlement, des pays hors OPEP+ comme Les États-Unis, le Canada et la Guyane ont contribué à l'augmentation de l'offre pétrolière en ajoutant près de 1,7 million de barils par jour en nouvelle capacité de brut grâce à la mise en activité de 15 projets dans sept pays depuis janvier 2025 (AIE, nov. 2025).

En 2026, le marché pétrolier devrait présenter un important excédent, alimenté par les hausses de production de l'OPEP+, la croissance continue de la production chez les pays hors OPEP+ et la croissance en berne de l'économie mondiale. Cette conjoncture générera sans des tensions à la baisse sur les cours de l'or noir.

On ignore pour l'heure quels seront les effets des récentes sanctions américaines et européennes à l'encontre du pétrole brut russe. Le 22 octobre 2025, les nouvelles sanctions prises par Washington ciblant les deux premiers producteurs russes, soit Rosneft et Lukoil, ont constitué l'escalade la plus importante dans les sanctions prises par l'Occident depuis la fin de 2022. Les dernières sanctions de l'UE ont aussi fixé au 21 janvier 2026 la date limite pour l'interdiction des importations de produits raffinés obtenus à partir du pétrole brut russe. Il est trop tôt pour présumer de l'effet de ces mesures. Chose certaine, les capacités excédentaires de l'OPEP+ devraient agir comme des amortisseurs de toute tension à la hausse sur les cours pétroliers.

PRÉVISIONS D'EDC

Croissance annuelle du PIB réel

Perspectives économiques mondiales (variation annuelle en %)						
	2024	2025 ^(P)	2026 ^(P)	2027 ^(P)	2028 ^(P)	2029 ^(P)
Pays développés	1,8	1,6	1,6	1,8	1,9	1,9
Canada	2	1,5	1,2	2,5	2,2	1,8
États-Unis	2,8	2	2	2,1	2,3	2,5
Zone euro	0,8	1,4	1	1,4	1,4	1,4
Allemagne	-0,5	0,2	0,9	1,6	1,4	1,3
France	1,1	0,8	0,9	1,1	1,3	1,3
Pays en développement	4,3	4,1	4,2	4,3	4,1	3,9
Chine	5	4,8	4,3	4,6	4,3	3,9
Inde	6,5	7,6	6,8	6,4	6,1	5,9
Brésil	3	2,5	1,9	2	2	2
Mexique	1,2	0,7	1,3	2	2	2
Monde	3,3	3,0	3,1	3,2	3,2	3,1

Devises et taux d'intérêt

Perspectives économiques mondiales		2024	2025 ^(P)	2026 ^(P)	2027 ^(P)	2028 ^(P)	2029 ^(P)
Devises	Taux de change						
Dollar américain	USD par CAD	0,73 \$	0,71 \$	0,72 \$	0,74 \$	0,75 \$	0,77 \$
Euro	USD par EUR	1,08 \$	1,13 \$	1,18 \$	1,18 \$	1,18 \$	1,18 \$
Euro	CAD par EUR	1,48 \$	1,58 \$	1,64 \$	1,61 \$	1,57 \$	1,53 \$
Taux d'intérêt, moyenne annuelle							
Banque du Canada (<i>taux cible du financement à un jour</i>)		4,55 \$	2,71 \$	2,25 \$	2,3 \$	2,73 \$	2,75 \$
Réserve fédérale américaine (<i>taux cible des fonds fédéraux – médiane</i>)		5,19 \$	4,25 \$	3,41 \$	3,12 \$	3,13 \$	3,12 \$
Banque centrale européenne (<i>taux directeur</i>)		4,14 \$	2,41 \$	2,15 \$	2,15 \$	1,75 \$	1,75 \$

Cours des produits de base

Perspectives économiques mondiales	2024	2025 ^(P)	2026 ^(P)	2027 ^(P)	2028 ^(P)	2029 ^(P)
Pétrole brut Brent, USD/baril	80,5 \$	69,0 \$	64,1 \$	66,3 \$	68,2 \$	69,9 \$
West Texas Intermediate, USD/baril	76,1 \$	64,8 \$	57,6 \$	62,2 \$	64,7 \$	66,4 \$
Western Canada Select, USD/baril	61,7 \$	54,5 \$	48,6 \$	50,8 \$	52,7 \$	54,4 \$
Or, USD/once troy	2 387 \$	3 424 \$	4 096 \$	3 816 \$	3 544 \$	3 129 \$
Cuivre, USD/tonne	9 148 \$	9 856 \$	10 505 \$	10 488 \$	10 788 \$	10 681 \$

Divulgation

Le présent document ne vise aucunement à donner des conseils précis et ne devrait pas être consulté dans cette optique. Il s'agit uniquement d'un aperçu. Il serait malavisé d'agir ou de prendre une décision sans avoir fait une recherche indépendante approfondie et obtenu les conseils d'un professionnel. Bien qu'Exportation et développement Canada (EDC) ait déployé des efforts commercialement raisonnables pour s'assurer de l'exactitude des renseignements contenus dans le présent document, elle ne garantit d'aucune façon leur exactitude, leur actualité ou leur exhaustivité. Les informations présentées pourraient se périmier, en tout ou en partie, à n'importe quel moment. Il incombe donc à l'utilisateur de vérifier les renseignements qu'il contient avant de s'en servir. EDC n'est aucunement responsable des pertes ou dommages occasionnés par une inexactitude, une erreur ou une omission liée au présent document ou en découlant. Le présent document ne vise aucunement à donner des avis juridiques ou fiscaux et ne doit pas servir à cette fin. Pour obtenir des conseils juridiques ou fiscaux, le lecteur doit consulter un professionnel qualifié. EDC est propriétaire de marques de commerce et de marques officielles. Toute utilisation d'une marque de commerce ou d'une marque officielle d'EDC sans sa permission écrite est strictement interdite.

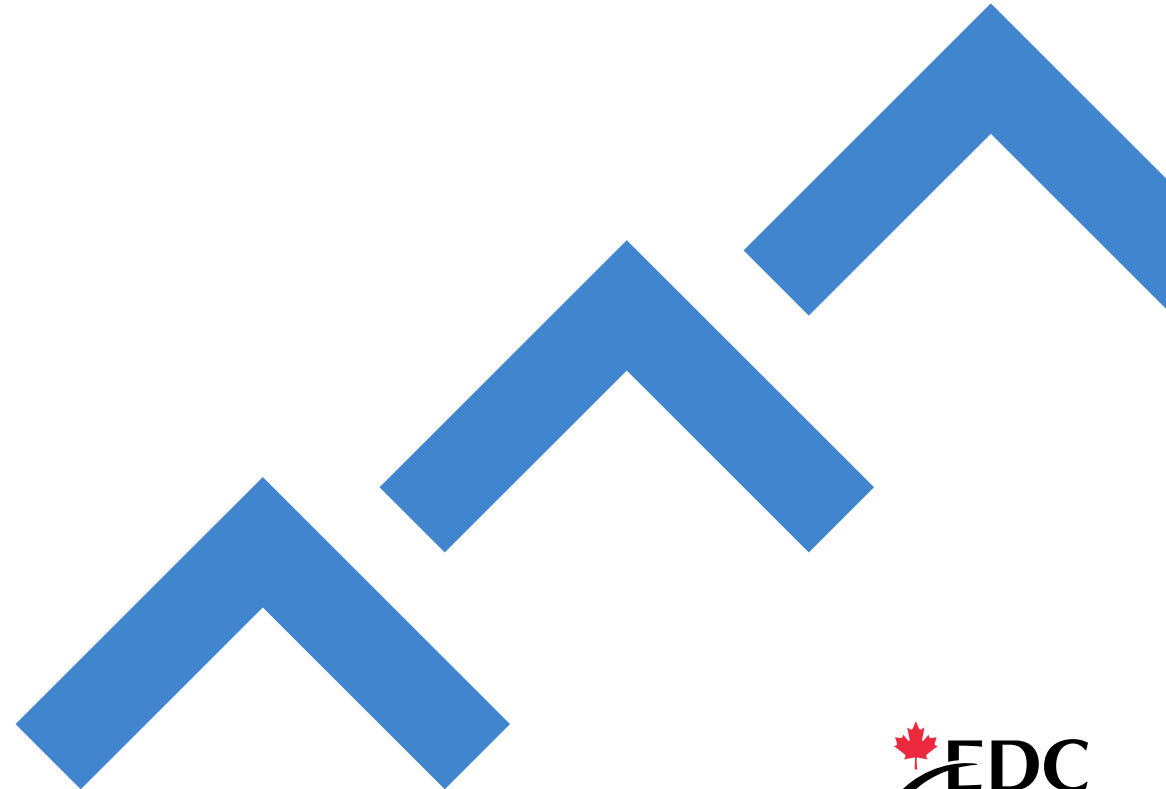
Toutes les autres marques de commerce figurant dans ce document appartiennent à leurs propriétaires respectifs. Les renseignements présentés peuvent être modifiés sans préavis. EDC n'assume aucune responsabilité en cas d'inexactitudes dans le présent document.

© Exportation et développement Canada, 2026. Tous droits réservés.

Demandes des médias

1-888-222-4065

media@edc.ca



TAKE ON
THE WORLD



UN MONDE
À CONQUÉRIR